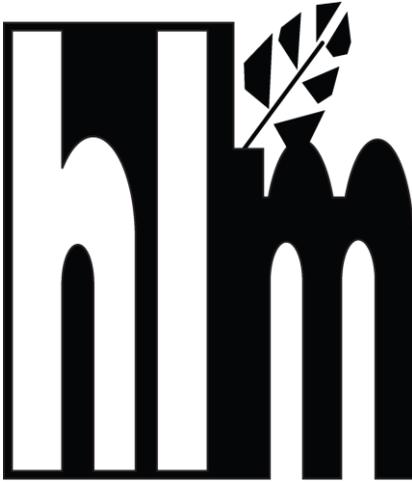


IMPRIMÉ À TAXE RÉDUITE



BELGIQUE-BELGIE
P.P.
7180 SENEFFE 1
6/1480

**PÉRIODIQUE TRIMESTRIEL
de l'a.s.b.l. HORS-LES-MURS**

enregistrée sous le n° BCE 421 288 024

BUREAU DE DÉPÔT : 7180 SENEFFE 1

N° D'AGRÉATION : P 302362

éditeur responsable

PIERRE COLLET

chemin Barbette 3, 1404 BORNIVAL

N° 114 – 4^e trimestre

décembre 2008

REVUE COMMUNE DU RÉSEAU PAVÉS N° 6

Equipe de rédaction

PAVÉS : Philippe Liesse - 02/653.24.86 - philippe.liesse@skynet.be

Communautés en marche : Gisèle Vandercammen et Marie-Françoise Michot

Hors-les-Murs : Pierre Collet et Jean-Marie Culot

Réseau Résistances : Edith Kuropatwa et Louis Fèvre



POUR UN AUTRE VISAGE D'ÉGLISE ET DE SOCIÉTÉ

Éditorial de H.L.M.

En juillet dernier, la rencontre des délégués de la Fédération Européenne des Prêtres Mariés a permis d'avancer sur les deux projets mis en chantier, le 'statut social' des prêtres mariés dans nos différents pays et la communication. Depuis lors, nous avons pu mettre en ligne un site web en cinq langues et déjà bien fourni : www.pretresmaries.eu . Nous y déposerons régulièrement des nouvelles des groupes, des articles de réflexion (avec résumés dans les autres langues) et une banque de données bibliographiques, entre autres. Si vous êtes 'branchés' et que nous connaissons votre adresse électronique, vous aurez d'ailleurs reçu en novembre la première Newsletter. Sinon, faites-nous signe... Mais comme je le disais dans le numéro précédent, ce fut aussi l'occasion d'un débat de fond sur "*Ex-prêtres ou prêtres mariés ?*" qui n'est pas réservé aux seuls nostalgiques de la théologie ! Toutes les réactions reçues de 'prêtres mariés' ces derniers mois convergent d'ailleurs étonnamment pour soutenir qu'il faut inventer 'notre' chemin – dont peut-être celui des ministères ? – tout en appuyant des réformes radicales pour l'Église et pour la société. Faute de place, nous n'avons publié ici que celle de Jacques Meurice, mais vous trouverez celles de Michaël Singleton sur <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=621> et de Joe Mulrooney sur <http://www.pretresmaries.eu/fr/Publications.html#4>

Sur un thème assez proche, je vous livrerais bien un petit 'coup de cœur'... Dans la délégation des "*curés autrichiens*" reçus à Rome le mois dernier – voir p. 54 –, se trouvait un certain Viktor Kurmanowytch, prêtre grec-catholique marié de Vienne. Tout en affirmant tenir le célibat presbytéral en haute estime..., il a quand même eu le courage de faire remarquer qu'il ne se considérait pas pour autant comme 'un prêtre de 2^e classe', et ses interlocuteurs de la curie n'ont pu qu'acquiescer ! Utile précision quand on se souvient qu'au synode des évêques de 2005, c'était les évêques orientaux qui militaient contre l'ordination d'hommes mariés...

Allez, l'hiver est bien là, mais parions qu'il y a encore bien quelques printemps qui nous attendent...

Pierre COLLET

**Envoyez-nous votre adresse électronique :
cela permettra de communiquer entre nous
de manière plus rapide et plus économique !**
pierrecollet@hotmail.com et/ou info@paves-reseau.be

Liminaire

Deux événements retentissent de manière toute particulière en cette fin d'année 2008 parce qu'ils tranchent avec les échos désespérants que nous renvoie la crise ambiante ! Deux événements qui marqueront nos mémoires : le départ de Sœur Emmanuelle et l'élection de Barack Obama.

Sœur Emmanuelle, c'est la prévenance de Dieu, la sollicitude pour les pauvres, la parole au diapason de l'acte, l'évangile au quotidien. Il suffit de l'imaginer dans les bidonvilles du Caire chargeant et tirant la charrette du chiffonnier et de comparer avec les images de la papamobile pour comprendre ce que pourrait signifier la mobilité évangélique ! Soeur Emmanuelle était une sainte casse-pieds pour les grands de ce monde, parce qu'elle ne cessait de les interpeller sur leur responsabilité dans le progrès incessant de la misère. Son engagement ne faisait pas l'économie d'une réflexion dérangeante sur les causes de la pauvreté.

Plaise au ciel qu'elle soit sainte dans le cœur de chacun plutôt que sur les autels ou dans les niches qui accueillent les récipiendaires des procès en canonisation !

Barack Obama a été élu sur un amoncellement de décombres : échec militaire, échec diplomatique, échec social, échec économique. Que lui réserve l'avenir ? Que nous réserve l'avenir ? Les supputations vont bon train ! Son élection soulève une immense espérance, car ses origines africaines laissent augurer le dépassement de pas mal de clichés et autres stéréotypes qui ont habité et habillé notre civilisation. N'empêche ! Il y a du pain sur la planche !

Plaise au ciel que toutes les espérances deviennent réalités !

Et notre planche, de quels pains est-elle garnie ?

Nos réseaux sont au bout du fil pour vous dire où ils en sont ! Une manière de faire le point sur une vie... aussi ecclésiale !

La crise est loin d'être terminée ; les réflexions d'Y. de Wasseige viennent nous entretenir de (gros) sous, tandis qu'E. Mayence nous invite à une réflexion sur la crise financière dans une perspective biblique. Dans la foulée, E. Brion nous interpelle sur les liens entre paix et droits de l'homme.

Au niveau de l'œcuménisme, Dorothee Bouillon nous rappelle le travail du Conseil œcuménique des Eglises à l'occasion de ses 60 ans, tandis que Ph. de Briey fait le point sur l'actualité du dialogue islamo-chrétien.

Quatre mots vont rythmer la rencontre européenne des communautés de base à Vienne. Partage ? Solidarité ? Pluralisme ? Egalité ? Ces termes qui reviennent, comme le ressac, de manière explicite ou en filigrane, dans les différents questionnements sur la vie de l'Eglise ! La pratique de la mise à l'écart par les autorités locales (M. Desmedt et P. Collet), les prêtres de 70 et quelques ans (J. Meurice), la voix de femmes aujourd'hui (É. Kuropatwa), la rupture dans les milieux intellectuels et culturels (I. Berten), autant de réflexions qui nous renvoient à la question (peut-être) dérangeante : « *Ne sommes-nous pas contraints de choisir entre le Magnificat et le Credo ?* »

Le menu est alléchant ! Sûr que chacun y trouvera de quoi se sustenter. Si vous êtes encore en manque, vous pourrez dépasser les frontières en vous plongeant dans les Nouvelles Internationales ou en fouinant dans la Revue des Revues. Vous pourrez aussi compiler votre agenda et le compléter par l'une ou l'autre des activités que nous vous proposons : Taizé à Bruxelles (décembre 08), des chrétiens flamands et francophones qui s'inquiètent et qui se mobilisent (mars 09), le week-end des communautés de base au Chant d'Oiseau (avril 09) et leur rencontre européenne à Vienne.

Au cœur de l'hiver, au cœur de nos hivers, que puissent toujours retentir ces mots de Sœur Emmanuelle : « Yala yala, nemchou » ! (Allez, allez, on y va !).

Joyeux Noël, tout plein d'espérance et de joie !

Philippe LIESSE

samedi 7 mars 2009 à Bruxelles

(date à confirmer)

**LES CHRÉTIENS 'DE GAUCHE'
FLAMANDS ET FRANCOPHONES
S'INQUIÈTENT DES CONSÉQUENCES SOCIALES
QU'ENTRAÎNERAIENT D'ÉVENTUELS
CHANGEMENTS INSTITUTIONNELS**

**En prévision des élections régionales,
ils se rencontrent et se mobilisent**

Retenez cette date et rejoignez-les !

Informations ci-dessous p. 4 et www.paves-reseau.be

Session SOIF : Coupables ? Responsables ?

Comme l'an passé, c'est à Ciney, du 25 au 28 octobre, que s'est tenue la dernière Session Œcuménique Interrégionale de Formation (SOIF). Elle a regroupé 38 participants (dont 3 enfants) encadrés par une équipe de 15 animateurs à des titres divers dont, pour l'équipe ressource : Arthur Buekens, aumônier des Equipes Populaires, Jean-Marie de Bourqueney, pasteur protestant, et Florence Hosteau, théologienne. Est-ce le thème qui explique le nombre assez restreint de présents ? Le christianisme est-il discours de culpabilité ou chemin de libération ? Se colleter avec cette question demandait un certain courage. Et la tâche à réaliser n'était pas simple non plus : il s'agissait d'arriver à produire un discours théologique, et cela non seulement pour les participants, mais aussi pour les personnes de leur milieu, chrétiennes ou non. En d'autres termes, aboutir à un témoignage personnel à propos du thème.

Comme toujours, la session a combiné le travail des cinq carrefours avec les interventions de l'équipe ressource. Celles-ci, partant d'une distinction entre culpabilité morbide et authentique, ont interrogé l'histoire de la notion de péché et le message libérateur de la Bible et de Jésus, tant au plan individuel que collectif.

Avec cette aide, les carrefours ont synthétisé chacun leur réflexion dans un texte final, éventuellement par le biais d'une parabole, se voulant une parole qui fait sens, à transmettre autour de soi. Comme l'espace manque pour les reprendre tous, limitons-nous à deux extraits.

« Dans la vie, les relations ne sont pas toujours faciles. Chacun peut faire l'expérience d'une rupture dont il peut avoir honte ou se sentir coupable, sentiment humain lié à notre fragilité.

Pour nous, cette souffrance n'est pas nécessairement vaine, elle peut nous conduire à reconnaître et accepter "un vide" qui ouvre à une nouvelle façon d'être en relation à soi, aux autres et à Dieu, source de vie. »

« Rien ne nous apparaît statique, sans issue, sans avenir.

Comme un accordéon, notre vie oscille entre le collectif et le personnel, l'ouverture et le repli, l'alliance et la rupture.

Nous prenons souffle dans la parole libératrice de Jésus-Christ qui nous invite à lâcher prise, à renoncer à la toute puissance, et nous donne le courage d'être et d'agir, avec une conscience libre et responsable.

À la suite d'un Dieu solidaire avec son peuple et qui nous invite à une alliance universelle, nous optons pour une théologie libératrice, dégagée

des comportements institutionnels non respectueux de la personne et soucieuse des besoins fondamentaux de tous les humains. Ainsi, dans la rumeur du monde, résonnera une mélodie d'espérance et de paix. »

Édouard BRION

Flandre et Wallonie se rencontrent...

Il faut s'attendre à ce que l'approche des élections régionales ravive une fois de plus les querelles communautaires, en veilleuse aujourd'hui à cause de l'actualité financière et économique. Mais les Flamands – et les Wallons et les Bruxellois ? – ne veulent évidemment pas tous la même chose, et beaucoup s'interrogent à propos des conséquences sociales possibles de ces réformes institutionnelles. C'est le sens d'un appel adressé par des représentants flamands des groupes chrétiens de gauche, du Basisbeweging à Motief, du KWB-CSC aux Christenen voor het Socialisme, dans la foulée de la bien connue pétition "*Sauvons la solidarité*" <http://www.sauvonslasolidarite.be/index.php>

C'est que les oppositions, voire les divisions, entre flamands et francophones s'alimentent à deux sources principales : la méconnaissance réciproque et l'apathie politique grandissante de nos concitoyens. Les médias jouent d'ailleurs dans ce constat un rôle non négligeable...

Nos partenaires flamands nous proposent donc une journée de rencontre le 7 mars prochain à Bruxelles (date à confirmer : voir www.paves-reseau.be) pour réfléchir ensemble à l'importance de l'option chrétienne (mais pas seulement...) pour la solidarité et la justice : quelles questions nos convictions et nos engagements posent-ils à la politique contemporaine ? Quelles pratiques serait-il urgent d'actionner dans cette perspective ?

Dans le réseau PAVÉS, nous nous sommes sentis interpellés et nous avons répondu positivement à l'invitation. Avec beaucoup d'autres amis wallons et bruxellois, nous espérons pouvoir mettre sur pied cette rencontre et nous comptons sur votre soutien et votre participation. Vous pouvez faire connaître votre opinion, votre intérêt, votre participation via le site du réseau à info@paves-reseau.be. C'est là aussi et dans notre Newsletter de février que vous pourrez trouver les informations pratiques dès qu'elles seront fixées.

Pierre COLLET

La saga des Sans-papiers (suite et pas fin)

Les lecteurs de PAVES connaissent l'historique de la présence en Belgique depuis des lustres des immigrés que l'on appelle les "Sans papiers". Cette histoire n'est pas près de s'achever, elle est plutôt au point mort.

L'accord gouvernemental conclu en mars 2008 devait mener "à bref délai" à une circulaire fixant des critères objectifs de régularisation. Cet accord a pour but de sortir de l'arbitraire qui règne en la matière. Parmi les critères retenus figurent ceux qu'on appelle "humanitaires": séjour de longue durée, ancrage local, ...

La ministre Turtelboom (Open VLD) proposa, après des mois d'attente, un projet qui fut jugé inacceptable par le PS et le CDH vu qu'il ne correspondait pratiquement pas à l'accord gouvernemental. Il se basait presque exclusivement sur des critères d'emploi et n'envisageait de régulariser que ceux qui avaient eu un séjour légal de deux ans en Belgique !

Après d'autres mois de discussions au niveau des cabinets d'abord, à celui des ministres ensuite, rien n'a bougé et Yves Leterme n'a même pas abordé le sujet lors de sa déclaration du 14 octobre. Les leaders de l'Open VLD le déclarent eux-mêmes : après la défaite électorale qu'ils attribuent à l'octroi du droit de vote aux étrangers aux élections communales, ils ne vont pas "remettre cela" en facilitant une régularisation. On ne doit donc pas s'attendre à un déblocage de la situation avant les élections de juin 2009 !

Entre-temps, le combat politique continue. Le PS (Laurette Onckelinkx) a dit très clairement que tout dialogue institutionnel en matière d'emploi n'aurait pas lieu tant qu'il n'y aurait pas d'accord sur la régularisation des Sans-papiers.

Armons-nous donc de patience pour ce combat de longue haleine. « *Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer* ». Bon courage !

Jean LEGEIN

Il en faut du courage aux sans-papiers ! Certes il est encore des lieux d'accueil de longue durée. Il y a eu des manif auxquelles on leur conseillait de ne pas participer afin de ne pas se faire arrêter. Certains sont libérés avec ordre de quitter le pays, sans moyens et sans droit à l'aide urgente. L'UPJB (Union des Progressistes Juifs de Belgique) en a dépanné dans ses locaux, ils erraient dans le parc de St-Gilles. D'autres habitent l'Ambassade Universelle non chauffée. D'autres qui s'étaient bien organisés se sont fait expulser et cherchent encore un lieu d'accueil ... (G.V.)

Crises du capitalisme financier et mondialisé¹

Une mutation profonde du capitalisme

La crise financière que nous connaissons maintenant devait, forcément, se produire un jour. Depuis la fin des années 1980, le capitalisme industriel que nous avons connu pendant les 30 à 40 ans qui ont suivi la fin de la guerre s'est transformé, petit à petit mais profondément. Il est devenu financier, mondialisé et maîtrisant l'information (presse, éditions, télévision, cinéma).

En 1945, la volonté des démocraties était d'éviter le chômage et de réaliser le plein-emploi accompagné du progrès social. Pour cela, les États intervenaient dans l'économie soit en la stimulant par des travaux financés par le budget public et par la baisse des taux d'intérêt, soit en la freinant lorsque le plein-emploi étant réalisé, le risque d'inflation menaçait. Au final, le budget se retrouvait à l'équilibre, les recettes augmentant du fait de l'activité économique relancée. C'était une politique keynésienne du nom du grand économiste britannique J.M. Keynes qui l'avait préconisée en 1933.

De 1945 à environ 1980, nous avons vécu sous l'économie dominante des États-Unis d'Amérique. Le dollar était la monnaie internationale reconnue par les Accords de Bretton Woods et toutes les autres monnaies se trouvaient contrôlées de fait par le Fonds monétaire international. La puissance militaire des États-Unis s'imposait à tous et le capitalisme américain servait de modèle. L'ensemble des économies du monde trouvait ainsi une stabilité. Sous l'influence des politiques keynésiennes, on a d'ailleurs connu une période de croissance forte, d'augmentation des salaires et du bien-être général.

Le système a commencé à s'effriter à partir de 1971 sous l'effet de plusieurs mutations importantes.

- D'abord la stabilité du dollar a été ébranlée par l'importance des déficits des États-Unis, principalement en raison de la Guerre du Vietnam, la

¹ Ce texte est un résultat d'une série d'exposés-débats tenus au Groupe ATTAC de Charleroi en 2008. ATTAC (Action pour une Taxe Tobin d'Aide aux Citoyens - la Taxe Tobin est une taxe sur les transactions financières) est un mouvement altermondialiste d'information et de formation, tourné vers l'action.

liaison du dollar à l'or a été suspendue en 1971 et le taux de change du dollar est devenu flottant à partir de 1974.

- Ensuite, des industries nouvelles apparaissent : la pétrochimie, les matières plastiques, les médicaments, les produits alimentaires, les industries culturelles comme le cinéma, la publicité, la télévision et l'informatique ; mais l'industrie américaine perd de sa puissance d'innovation et de développement au profit principalement de puissantes sociétés multinationales américaines, britanniques, suisses, japonaises et plus tard coréennes, maintenant indiennes et chinoises.
- Enfin, sur le plan des idées et des politiques économiques, au départ de "l'Ecole de Chicago" (Milton Friedman, Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1979), c'est l'apparition du néolibéralisme caractérisé par deux principes forts mais non démontrés : le privé produit biens et services mieux et à meilleur prix que le secteur public, les marchés assurent le rôle régulateur de l'économie mieux que ne peut le faire l'État.

Ces principes seront mis en oeuvre avec vigueur par Reagan (1981-1989) aux États-Unis et par Thatcher (1979-1990) au Royaume-Uni. Sous leurs influences beaucoup d'autres pays ont suivi une même voie. En Belgique, par exemple, les Gouvernements Martens-Gol (1982-1987) avec les pouvoirs spéciaux ont été dans le même sens mais de manière limitée notamment par un pouvoir syndical et des organisations sociales fortes (mutuelles par exemple). L'Union Européenne a suivi une même voie ; les pays européens ont libéralisé complètement la circulation des capitaux en 1991, supprimé les contrôles de marchandises et de services entre les pays européens en janvier 1993 et, un peu plus tard, préconisé puis imposé la libéralisation des services publics. Ce fut fait en Belgique avec les banques publiques : la CGER reprise par Fortis, le Crédit communal racheté par Dexia. Les chemins de fer, la Poste, sont entrés dans la voie de la libéralisation.

Montée en puissance du capitalisme financier

Quatre phénomènes s'entraînant les uns les autres ont contribué à cette véritable explosion du financier :

- de nouveaux produits financiers sont apparus, on connaît bien les actions et les obligations, mais on a vu se développer des SICAV (société d'investissement à capital variable) proposées par les banques comme nouveaux moyens de placement, les fonds de pension et autres fonds d'investissement ;

- la "titrisation" de créances, il s'agit de titres (le titre est le mot générique pour désigner les actions, obligations, Sicav, etc.) qui peuvent être souscrits comme moyens de placement mais dont l'actif est constitué d'un ensemble de créances groupées, par exemple des prêts hypothécaires ; en principe, ces nouveaux produits ont comme objectif de répartir les risques ;
- les "produits dérivés" s'apparentent plus au casino ou à la loterie qu'à la finance, il s'agit notamment "d'options", de "future" et de produits plus complexes inventés par des sociétés de conseils financiers (sociétés de consultance) et utilisés par les opérateurs financiers ;
- les paradis fiscaux situés dans des pays, généralement des îles comme les Bahamas, Jersey, Guernesey, Bermudes, etc. où la réglementation et le contrôle des capitaux et de la fiscalité sont inexistantes ou quasi-inexistantes : on en recense au moins 35 dans le monde, parfois appelés "offshore", terme anglais signifiant "au-delà des côtes".

Quelques chiffres illustrent cette véritable explosion du financier :

- le poids des actifs financiers représentait 500 % du PIB dans la zone euro et 400 % dans le monde (chiffres de 2006) ;
- les transactions de change entre monnaies représentent chaque jour 3210 milliards de dollars et les exportations moyennes journalières seulement 64 milliards de dollars (chiffres de 2007) ;
- le flux des capitaux transnationaux est passé de 1000 milliards de dollars en 1991 à 6135 milliards de dollars en 2004 ;
- les revenus des banques résultaient de leur activité proprement bancaire à raison de 78 % en 1990 et à peine 38 % en 2004, le reste provenant d'activités purement financières ;
- la part des centres "offshore" dans le total des activités internationales : 47,5 % (chiffres du 2^e trimestre 2007) ;
- en cours des obligations titrisées 1000 milliards de dollars en 1992, 10585 milliards de dollars en 2006.

Un capitalisme financier et mondialisé maîtrisant l'information

Ce nouveau capitalisme par la poursuite effrénée du profit et de l'accumulation du capital a permis la création de fortunes mais il a surtout entraîné la montée de profondes inégalités. Les travailleurs ont vu leurs revenus décliner par rapport à la montée des richesses au point qu'aujourd'hui on parle de "travailleurs pauvres" et qu'une part relativement importante de la population vit sous le seuil de pauvreté et beaucoup se

trouvent dans la précarité à la merci du moindre incident : perte d'emploi, accroc de santé, etc.

Le monde financier s'est imposé aux entreprises productives en exigeant des bénéfices de plus en plus importants. On est passé de bénéfices de 6 ou 8 % considérés comme normaux à des bénéfices de 17 % en plus. C'est une véritable ponction du financier sur le productif. Les entreprises ont alors mis des politiques de "compétitivité" visant à restreindre les salaires et l'emploi et à réclamer des réductions d'impôts ou des avantages aux pouvoirs publics. Une concurrence s'est engagée entre les Etats à qui offrirait les meilleurs avantages pour attirer les entreprises.

Partout, y compris dans les pays industrialisés, les emplois précaires se sont développés : intérim, temps partiels, contrats à durée déterminée, contrats aidés, etc. Presque partout les pouvoirs publics n'ont pas augmenté les revenus sociaux, indemnités de chômage, revenus d'insertion ou équivalents, petites pensions, revenus garantis aux personnes âgées. Tous ces facteurs obligent bon nombre de travailleurs à rogner sur toutes les dépenses pour assurer leur survie. C'est particulièrement le cas aux États-Unis où les dispositifs de sécurité sociale, notamment les soins de santé et les indemnités de chômage sont très réduits. Le crédit devient une nécessité, l'endettement et le surendettement deviennent inévitables.

Par nature, les transactions financières ne créent pas de richesses et sont purement spéculatives

Les transactions financières ne peuvent pas créer de richesses au contraire de la production de produits ou de services. En effet, si un opérateur achète, il existe un autre opérateur qui vend : il y a seulement transfert de valeur. Les marchés financiers sont spéculatifs par nature, un opérateur achète tel produit financier, par exemple simplement des dollars contre des euros parce qu'il "estime" que le dollar va monter par rapport à l'euro et que quelques heures ou quelques jours après il pourra revendre les dollars contre des euros avec un bénéfice : il "spécule". Les chiffres cités le montrent.

Quand l'activité économique est élevée partout dans le monde et s'accroît régulièrement, les bénéfices distribués par les sociétés productrices de biens ou de services s'accroissent aussi ce qui fait grimper les cours de bourse. La spéculation est alors relativement aisée et les opérateurs courent peu de risques de pertes élevées, sauf exceptions.

Lorsqu'un secteur est en forte croissance, l'informatique à un certain moment, internet ensuite ont été à l'origine d'un engouement spéculatif

important qui conduit à la création de ce qu'on appelle une "bulle financière" ; il vient cependant un moment où l'un ou l'autre opérateur ou l'un ou l'autre évènement provoque le retournement de la tendance : on dit que "la bulle éclate".

On a ainsi déjà connu plusieurs crises monétaires ou financières dans les vingt dernières années, mais elles sont restées relativement limitées car la mondialisation n'était pas aussi généralisée qu'aujourd'hui.

La profonde crise financière de 2008

Elle trouve son origine dans la situation économique aux États-Unis d'Amérique. Pour soutenir l'activité économique, la banque centrale des États-Unis – appelée Federal Reserve, en abrégé FED – a depuis longtemps pratiqué une politique de faibles taux d'intérêt pour encourager les consommateurs à s'endetter pour consommer et s'équiper : automobiles, électroménagers, informatiques, logements, notamment : la dette des ménages y représentait 100 % du PIB (Produit intérieur brut) en 2007, la dette du secteur financier atteignait 118 % du PIB. En outre, on sait que la dette publique de l'État est aussi très élevée en raison de la charge des guerres mais aussi de la politique fiscale favorable aux revenus élevés.

Dans ce cadre, les très faibles taux d'intérêt ont incité les sociétés hypothécaires, les sociétés immobilières et les courtiers à pousser les citoyens américains à souscrire des prêts hypothécaires à taux faibles mais révisables pour acheter leur maison sans contrôler leur capacité de faire face aux mensualités.

Pour répartir les risques, ces créances ont été regroupées et ont donné lieu à l'émission de titres qui les représentaient, mélangeant les bonnes et les mauvaises créances. Le marché immobilier étant en expansion, la valeur des immeubles augmentait, permettant aux ménages d'augmenter leurs crédits hypothécaires même pour d'autres achats. Une bulle immobilière s'est constituée à partir des "subprime", ces prêts à taux réduit à des ménages aux revenus insuffisants.

Lorsque les mensualités ont augmenté, de nombreux ménages se sont trouvés dans l'impossibilité de faire face aux échéances des mensualités, d'où les saisies et les reventes d'immeubles, ce qui a fait baisser les prix et la spirale s'est amorcée : la bulle avait éclaté, c'était en août 2007. Du même coup, les titres adossés à ces créances hypothécaires sont devenus douteux.

Les banques qui, pour la plupart, avaient ou étaient susceptibles d'avoir de tels titres douteux – on les a appelés "toxiques" – ont évité d'effectuer des prêts à d'autres banques et le marché interbancaire, très important pour le fonctionnement fluide du système économique, s'est bloqué. Les banques centrales ont dû intervenir pour prêter des liquidités aux banques afin d'assurer son fonctionnement. Elles ont aussi baissé leurs taux d'intérêt d'un commun accord.



Deux géants du crédit immobilier aux États-Unis, la société Fannie Mae et la société Freddie Mac, toutes deux spécialisées dans l'assurance des crédits immobiliers, se sont trouvées en difficulté et une loi a été votée en fin juillet 2008 et aussitôt appliquée : ces deux sociétés sont passées sous le contrôle de l'État. Il faut dire que Fannie Mae avait été créée en 1938 dans le cadre du "new deal" du Président Roosevelt pour sortir les États-Unis de la crise mais elle avait été partiellement privatisée en 1968 et Freddie Mac a été créée en 1970 sur le même modèle de manière à assurer une concurrence formelle.

Lehman Brothers, la quatrième banque d'investissements des États-Unis était acculée à la faillite mais, cette fois, les États-Unis refusent à la mi-

septembre 2008 d'intervenir en sa faveur. Cette faillite a été le point de départ d'une série de crises des banques européennes car ses produits y avaient été acquis sur sa notoriété.

Dès le milieu de 2008, les cours boursiers des banques avaient fortement chuté partout dans le monde, y compris sur les places asiatiques et en Europe. Cela a coïncidé avec une baisse des prix du pétrole et une remontée du dollar face à l'euro. Les banques islandaises d'abord, britanniques et belges, hollandaises ensuite mais aussi allemandes et finalement portugaises et norvégiennes ont dû également être aidées par les États.

Le groupe Fortis en difficulté a connu le rachat de ses filiales banque et assurance d'une part par l'État belge, d'autre part par les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, la Belgique revendant ensuite 75 % de la banque et des assurance au groupe privé français BNP Pays-Bas. Il ne reste au groupe Fortis qu'un portefeuille de titres dont beaucoup sont classés "toxiques". De ce fait l'action Fortis, la seule cotée en bourse, est passée d'environ 50 euros en 2006 à moins de 1 euro actuellement. La banque Dexia s'est trouvée en difficulté huit jours après Fortis : la Belgique et la France se sont entendues pour injecter des capitaux et garantir les prêts. À son tour la banque ING a été aidée par les Pays-Bas et la Kredietbank (KBC) par la Belgique. La société d'assurance Ethias a été aidée par ses actionnaires.

L'Union européenne lors du sommet des Chefs d'États et de Gouvernements du 16 octobre a annoncé qu'aucun pays ne laisserait tomber une banque et que les épargnants verraient leurs avoirs protégés.

Débuts d'une crise économique

Déjà avant la crise financière, une crise économique s'amorçait aux États-Unis, en particulier dans l'industrie automobile et dans la construction à partir du début de la crise financière. La crise financière a ouvert une crise économique notamment par les difficultés d'obtenir un crédit auprès des banques devenues plus prudentes et plus méfiantes. Elle touche déjà le secteur automobile, très dépendant du crédit, et par conséquent ses fournisseurs comme la sidérurgie. Elle touche aussi le secteur de la chimie et même celui des médicaments.

Cette crise économique atteint tous les pays, y compris la Chine et l'Inde. Un sommet mondial appelé le G.20 parce qu'il réunit les 8 pays les plus industrialisés mais aussi les grands pays en développement comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et d'autres a été réuni à Washington le 15

novembre 2008. Il y a été décidé que chaque pays prendrait des mesures budgétaires de relance économique et qu'une réforme profonde du système financier devait être entreprise rapidement ; des propositions seront formulées pour un nouveau sommet à tenir avant fin avril 2009.

En conclusion

Le capitalisme financier a définitivement fait la preuve de son incapacité à éviter les crises. L'affirmation des économistes néolibéraux que le marché assure la régulation est fautive, c'est maintenant démontré.

Il faut en tirer les conséquences et organiser le retour de l'État dans les domaines qui touchent directement aux intérêts collectifs des citoyens : la monnaie, les banques, mais aussi les services publics.

À ce sujet, il faut remettre l'Union européenne sur de nouveaux rails et non plus sur les rails du néolibéralisme et de la concurrence.

C'est aux citoyens et à leurs associations à se faire entendre, c'est aussi aux organisations formées de citoyens comme les syndicats, les mutuelles, les associations de consommateurs, par exemple, à se manifester clairement. Le monde politique devra, alors, les écouter.

Yves de WASSEIGE,
le 26 novembre 2008

Crise financière et interpellation biblique

Voilà que tout à coup, le monde découvre l'absurdité du capitalisme financier ! Avec une surprenante unanimité, tous, ou presque, crient haro sur un capitalisme sans barrière. Certains pourtant le dénonçaient depuis de nombreuses années. Mais c'étaient évidemment des gauchistes, ou pire des communistes !

Faillite morale

Aux États-Unis, les banques offrent des prêts à taux variable. L'impossibilité de les rembourser met sur la rue des millions de personnes qui avaient acheté leur maison à crédit. La valeur de ces maisons chute de manière vertigineuse. Faillite de banques prêteuses, mise à mal du système économique mondial, chômage et misère. Sans oublier, la "titrisation" des crédits, suprême astuce pour faire, pense-t-on, de l'argent facile...

« Sommes-nous en train de légitimer et institutionnaliser l'égoïsme et la cupidité plus qu'aucune civilisation avant nous ? », se demandait en 2003 Chandra Muzaffar, un musulman de Malaisie. « Si l'instinct de possession est devenu respectable et la cupidité légitime, n'est-ce pas parce que nous avons sciemment cherché à séparer les pratiques économiques des considérations morales » ?¹ Philippe Defeyt, président du CPAS de Namur et économiste bien connu, rappelait ce slogan des années Thatcher en Angleterre : « Celui qui prend encore le métro à 35 ans a raté sa vie ». Il soulignait : « La débâcle financière s'inscrit dans un contexte de faillite morale »²

L'usure, une pratique immémoriale

Dans ce contexte de faillite morale, pour reprendre l'expression de Philippe Defeyt, il peut être intéressant de revisiter notre tradition judéo-chrétienne qui est, certes parmi d'autres, une des racines et source d'inspiration de la culture européenne.

Le problème de l'argent à tout prix, de l'usure, de l'endettement ne date pas d'aujourd'hui. Il a quelques millénaires derrière lui ! Déjà dans l'antiquité, c'était une des grandes causes d'enrichissement... et de misère.

Dans tout le Moyen Orient, l'usure était normale. En Mésopotamie, dans les anciennes législations (2500 avant JC), l'intérêt de l'argent est fixé selon les lois de l'offre et de la demande sans limitation de taux d'intérêt. Le code d'Hammourabi (1750), impose quelques balises : le taux d'intérêt légal est de 20% pour les prêts d'argent, de 33% pour les prêts d'orge. Il prévoit cependant des prêts gratuits si l'orage inonde la maison ou si la sécheresse empêche la germination. Mais si le débiteur est insolvable, le créancier peut se saisir de lui, de sa famille, de ses biens ou le mettre en prison.

La Bible contient trois grands codes de lois, d'époques et d'origines diverses³. Chose notable : chacun de ces trois grands codes contient des lois sociales. Chacun accorde une place notable à la question du prêt. Les exigences sont radicales.

¹ Chandra Mazuffar, *Face au fossé grandissant entre riches et pauvres, toutes les religions en appellent à la justice*, Foi et Développement, n°314 – juin 2003. Un texte interpellant.

² Philippe Defeyt, *C'est quand qu'on va où ?* La Libre Belgique, octobre 2008

³ Le code de l'alliance (Exode 22-24), le code Deutéronomique (Deutéronome 12-26) ; la Loi de sainteté (Lévitique 25)

Intérêt interdit

La question du prêt dans la Bible mériterait de longs développements. La place ne permet que de tracer quelques grandes lignes.

En Israël, pratique unique dans l'histoire des peuples semble-t-il, et en opposition avec les lois des peuples voisins, le prêt à intérêt est interdit : *Si tu prêtes de l'argent à un compagnon, à l'indigent qui est chez toi, tu ne te comporteras pas envers lui comme un prêteur à gages, vous ne lui imposerez pas d'intérêts* (Ex 22,24 ; voir aussi Dt 23,20 ; Lv 25,33-37). Dans le code deutéronomique, il y a exception pour l'étranger : *À l'étranger, tu pourras prêter à intérêt, mais tu prêteras sans intérêt à ton frère* (Dt 23,21). Il faut noter que l'hébreu a deux mots pour parler de l'étranger :

- le *ger*, l'émigré. Dieu aime l'émigré. Son statut est celui des Juifs en Egypte. Dans le code de Sainteté, il fait pratiquement partie de la communauté : *Tu aimeras l'émigré comme toi-même* (Lv 19,34)

- le *nokri*, l'étranger de passage, qui fait des affaires et du commerce. Il ne fait pas partie de la communauté. À lui, on peut prêter à intérêt.

Traduisons pour aujourd'hui : on peut prêter à intérêt à l'ambassadeur du Pakistan, mais au réfugié pakistanaï, c'est rigoureusement interdit...

Non seulement le prêt à intérêt est interdit, mais encore le code deutéronomique mentionne la remise des dettes lors de l'année sabbatique, tous les sept ans (Dt 15,1-2). La Loi de sainteté, elle, l'évoque lors de l'année des Jubilés tous les 50 ans (7x7+1!), quand les biens sont redistribués entre tous (Lv 25).

Le juste prête sans intérêt

Ces lois étaient-elles appliquées ? Un problème : il n'était pas prévu de sanction légale. On laissait à Dieu le soin d'appliquer le châtement ! Mais la conduite de celui qui prête à intérêt est fustigée : *Tu prends usure et intérêts, tu dépouilles ton prochain par la violence, et moi, tu m'oublies, oracle du Seigneur*, lit-on dans le livre d'Ezéchiel (Ez 22,2). (*Le méchant qui accroît son bien par usure et intérêt, l'amasse pour qui en gratifiera les pauvres*, dit le livre des Proverbes (Pr 28,8).

Avec des règles aussi strictes, comment ne pas hésiter à prêter ? N'est-ce pas risqué et hasardeux ?

Un texte amusant de l'Ecclésiastique évoque cette hypothèse : *Bien des gens sans malice se refusent à prêter...* (Sir 29,7). Cependant le même texte

encourage le prêt gratuit : *Prêter à son prochain, c'est pratiquer la miséricorde... Sache prêter à ton prochain lorsqu'il est dans le besoin* (29,1-2).

Plusieurs psaumes bien connus louent le prêteur : *L'homme bon prend pitié et prête; il conclut ses affaires en conscience* (Ps 112,5). *Yahvé, qui entrera sous ta tente et habitera sur la montagne parfaite... celui qui ne lèse en rien son frère, ne prête pas son argent à intérêt* (Ps 5,5).

Une garantie : le gage

Pour avoir une certaine garantie en cas de prêt, la législation biblique place quelques balises. Le prêteur pouvait demander un gage, soit de la valeur du prêt, soit de valeur symbolique. Mais là aussi, le code de l'alliance met des restrictions : *Si tu prends en gage le manteau de quelqu'un, tu le lui rendras au crépuscule. C'est tout ce qu'il a pour se couvrir ; c'est le manteau dont il enveloppe son corps, dans lequel il peut se coucher* (Ex 22,25-26). Les nuits sont fraîches. Le manteau sert de couverture. On ne peut retenir en gage des choses qui sont essentielles pour une vie convenable et dont la privation mettrait le compagnon en difficulté.

Dans le code deutéronomique plus récent, les limitations sont encore plus précises. *On ne prendra pas en gage le moulin, ni la meule : ce serait prendre la vie même en gage* (Dt 24,6). Le moulin ou la meule servent à moudre le blé ou l'huile, indispensables pour la nourriture et donc pour la survie. On ne peut donc prendre en gage des choses dont la privation réduirait à la misère. Nous avons aujourd'hui encore des éléments de la législation qui sont proches : un huissier, par exemple, ne peut emporter les outils d'un travailleur.

Si tu prêtes à gage à ton prochain, tu n'entreras pas dans sa maison pour saisir le gage, quel qu'il soit. Tu te tiendras dehors et l'homme auquel tu prêtes t'apportera le gage dehors (Dt 24,10-11). Le prêteur ne peut s'introduire dans la maison de l'emprunteur pour saisir n'importe quoi à sa guise. C'est ce dernier qui choisit et la transaction se fera à l'extérieur de la maison.

Et si c'est un homme d'humble condition, tu n'iras pas te coucher en gardant son gage; tu le lui rendras au coucher du soleil, il se couchera dans son manteau (Dt 24,12-13). À nouveau, le texte est encore plus restrictif que dans le code de l'Alliance. La société évolue, la fracture sociale se creuse. Les lois de protection des pauvres doivent être plus fines et plus précises.

Rappelez-vous que vous avez été esclaves en Égypte...

La mémoire de l'esclavage d'Égypte est un des grands fondements des lois sociales dans les trois codes législatifs.

"Vous n'opprimerez pas l'étranger, car vous avez été opprimés en Égypte" (Ex 22,20).

"Tu te souviendras que tu as été en servitude au pays d'Égypte et que Yahvé ton Dieu t'a racheté : voilà pourquoi je te donne cet ordre..." (Dt 15,15).

"Aie la crainte de ton Dieu" (Lv 25,36b). *"Je suis Yahvé votre Dieu qui vous ai fait sortir d'Égypte pour vous donner le pays de Canaan pour être votre Dieu"* (v.38).

L'esclave libéré ne doit pas rêver de devenir maître à son tour, mais frère ! Dieu nous a libérés et nous serions exploités ? Comment honorer un Dieu qui nous libère gratuitement si nous opprimons nos frères ?

En guise de conclusion

Ces lois ne nous sont pas présentées dans la Bible comme des lois édictées par des législateurs d'une prodigieuse sagesse. Leurs auteurs les mettent dans la bouche même de Dieu. Elles ne sont donc pas facultatives. Elles ont donc quelque chose d'absolu ! Dieu, veulent-ils nous dire, ne se contente pas de la charité. Il exige la justice. Il veut que les humains organisent la vie ensemble de telle sorte que les riches cessent de devenir toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres.

Beaucoup aujourd'hui en appellent à une régulation des finances et de l'économie mondiale. Cela rejoint la volonté de Dieu. Mais ne crions pas trop vite victoire. Dans son discours à l'ONU le 23 septembre, Nicolas Sarkozy, qui n'est pas à une pirouette près, déclarait : « On ne peut pas attendre pour moraliser le capitalisme financier ». Même Mr Soros, qui a gagné jadis en une nuit 1 milliard de dollars en spéculant sur la livre sterling, plaidait pour mettre de sérieuses balises... afin de pouvoir continuer à spéculer sans risque ! Il ne s'agit pas de remettre d'aplomb le système financier pour pouvoir continuer d'exploiter les ressources de la planète de façon irresponsable, de la polluer de manière irrémédiable, de creuser toujours plus profondément les fractures sociales. Il s'agit de changer de cap et de construire non pas une société des gadgets et du toujours plus, mais, pour reprendre une vieille expression de Philippe Defeyt, une société de sobriété qui n'est pas une société d'austérité. Ce n'est que par la pression des précarisés, des mouvements de résistances, des

actions entêtées et courageuses d'acteurs de la société civile que se mettra en place une organisation de la planète qui soit juste.

« Les leaders religieux et spirituels, écrit encore Chandra Muzaffar, doivent prendre une forte position morale contre les deux extrêmes : la pauvreté abjecte qui est le destin de millions et millions d'individus et l'extravagante opulence qui est l'apanage d'une élite mondialisée peu nombreuse mais influente. Accepter qu'une aussi grande partie de la famille humaine souffre de la pauvreté n'est pas seulement immoral mais déshumanisant. Cela déshumanise non seulement les pauvres, mais aussi tous ceux qui sont témoins de leurs souffrances et de leur misère. Notre échec à les libérer de leur pauvreté est une trahison de notre humanité »

Les chrétiens, s'appuyant sur les grands textes de leur tradition de foi, devraient être à la pointe du combat pour humaniser le monde.

Étienne MAYENCE, emayence@online.be





2008, soixante ans du Conseil œcuménique des Églises : un mouvement à suivre

L'année 2008 marque le soixantième anniversaire du Conseil œcuménique des églises. Une grande célébration pour marquer l'événement s'est déroulée le 17 février dans la cathédrale Saint-Pierre de Genève en la présence de nombreux représentants et délégués des Églises. Le patriarche œcuménique Bartholomée 1^{er} de Constantinople a prononcé une homélie basée sur le message de Paul aux chrétiens divisés de la ville de Corinthe en tissant des liens avec l'histoire du COE. On retiendra aussi de cette célébration la diversité des langues, les costumes ecclésiastiques de toutes les formes et toutes les couleurs, les prières, les chants d'une chorale malgache répondant aux cantiques des traditions orthodoxes ou allemandes... Au regard des "ingrédients" de cette célébration, je vous propose d'essayer de dessiner les contours de cette organisation appelée le COE ou conseil œcuménique des Églises.

Le patriarche Bartholomée 1^{er} a d'abord fait ressurgir les origines du COE pour permettre d'éclairer les perspectives actuelles et futures. En 1938, dans un monde marqué par la montée des extrémismes, germe l'idée de la création d'une structure chrétienne qui dépasserait les clivages institutionnels. L'éclatement du deuxième conflit mondial va postposer la tenue de l'assemblée constitutive mais renforcer les convictions de la nécessité d'une telle structure. Dix ans plus tard, la structure voit officiellement le jour à Amsterdam et entend tenter de combler les immenses besoins de réconciliation. Cette première assemblée est constituée des délégués de 147 Églises issus de 44 pays. Les Églises anglicanes, vieilles catholiques et orthodoxes, ainsi que presque toutes les Églises protestantes y sont représentées. Cependant les deux plus grandes Églises mondiales, l'Église catholique romaine et l'Église orthodoxe russe n'y participent pas. Il se dégage de cette première rencontre un constat préliminaire : "Nos divisions existent non seulement en matière de foi, d'ordre ecclésiastique et de tradition ; notre orgueil national, notre orgueil de classe ou de race y ont aussi leur part." Affirmation qui va déterminer l'engagement à la mise en pratique d'une vision œcuménique : "Mais le Christ a fait de nous son peuple et, lui, n'est pas divisé". Plus

qu'une institution, le COE va dès lors se construire comme une communauté, un mouvement, une vision. Face à l'incapacité de former ensemble une seule Église, le jeune conseil se propose de rendre témoignage plus clairement et ensemble au Seigneur qui est venu nous servir tous.

Rendre témoignage signifie s'engager dans les problématiques du monde et œuvrer aux rapprochements. Le COE va notamment contribuer à la création des Nations Unies et au texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il va soutenir le mouvement de lutte contre l'apartheid en Afrique australe. Dans le domaine religieux, un travail théologique crucial sur le baptême, l'eucharistie et le ministère va être accompli.

Aujourd'hui, ne cessant de s'agrandir, le COE rassemble 347 Églises et dénominations de plus de 110 pays et territoires du monde entier. Alors que la plupart des Églises fondatrices du COE étaient européennes et nord-américaines, de nos jours la grande majorité des membres se trouvent en Afrique, en Amérique latine, en Asie, aux Caraïbes, au Moyen-Orient et dans le Pacifique. L'Église orthodoxe russe est membre depuis 1960. L'Église catholique romaine collabore étroitement avec le Conseil dans le cadre de nombreux programmes et est membre à part entière des commissions *Foi et Constitution* et *Mission et Évangélisation*. Cette diversité constitue un des réels défis pour l'avenir. Devenu le lieu où l'on peut rassembler les diverses voix chrétiennes, le COE entend poursuivre selon sa dialectique initiale en alliant diversité, communauté et engagement. Le slogan choisi pour cette année de célébration – *Ensemble, faire la différence* – en est une illustration. À l'heure où les attentes de nos contemporains ont évolué, où nos institutions doivent elles aussi s'adapter, l'existence d'un espace de témoignage et d'engagement est une véritable richesse pour chacun et un signe d'espérance.

Diversité, communauté, engagement, voilà les ingrédients avec lesquels le COE entend affronter les défis actuels qui concernent le climat, l'œcuménisme, la juste répartition des richesses, ...

Dorothee BOUILLON

Cette présentation est inspirée d'un article de Sara Speicher, rédactrice indépendante, qui a été coordinatrice de l'équipe "Information" du Conseil œcuménique des Églises. Vous trouverez de plus amples informations sur le site Internet : <http://www.oikoumene.org/fr/>

Actualité des relations islamo-chrétiennes

Quelques épisodes récents des relations avec le monde musulman montrent que celui-ci est partagé entre le raidissement et de profonds changements. Je prendrai ici comme exemples, d'une part les problèmes à l'école et d'autre part les rencontres nombreuses au sommet.¹

« L'islam gangrène l'école »

Tel était le titre racoleur en première page du *Vif/l'Express* du 29 août 2008. Pour le MRAX indigné, un tel article « *entretient l'idée d'un fossé entre "eux" qui menacent l'école, et "nous" qui sommes en danger* » et le vrai problème est que « *la plupart de ces élèves sont victimes de la dualisation de notre enseignement, et souvent victimes de racisme* », y compris à l'école, de sorte qu'il faudrait plutôt examiner « *comment l'islamophobie gangrène l'école* » ! Quant au Centre pour l'égalité des chances, il invitait avec justesse à voir « *à côté des problèmes qu'il ne faut pas nier, le chemin parcouru en deux ou trois générations, le changement des mentalités* ».

On aurait tort de nier les problèmes délicats auxquels sont confrontées effectivement beaucoup d'écoles des quartiers populaires. Problèmes du foulard, contestations du programme – Cervantès “antimusulman”, Voltaire “antireligieux”, Diderot “mécéant” –, refus de parler du génocide arménien, de la Shoah, du darwinisme, ou d'aller visiter le Musée des sciences naturelles ou de partir en classe verte, problèmes avec des parents refusant que leur fille soit assise en classe à côté d'un garçon ou aille au cours de natation ou de gymnastique, revendications pour une viande “hallal” (consacrée) à la cantine, etc. Ces divers problèmes provoquent le découragement de certains enseignants, mais on aurait tort de les attribuer seulement à la religion, car ils sont le fait d'un monde populaire effectivement discriminé et frustré.

Il importe de bien comprendre que ce sont là des manifestations d'un choc culturel inévitable, qui est d'autant plus grand que les parents ou grands-parents originaires de régions rurales pauvres n'ont souvent pas pu aller au-delà de l'école primaire, voire même la fréquenter tout simplement.

¹ On trouvera une version plus complète de ces *Actualités* sur notre site web : <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=620>

Comment pourraient-ils ne pas se sentir perdus dans notre univers où toutes leurs coutumes et croyances sont totalement bousculées ? S'ils s'y raccrochent avec passion, c'est par peur de voir diluée leur identité même, profondément marquée par les convictions et les interdits religieux. Face à ce déchirement culturel vécu par les élèves comme par les parents, les enseignants n'ont pas été préparés à faire face au profond décalage entre l'école contemporaine et les besoins profonds de la jeunesse populaire d'aujourd'hui. En outre, ils ne comprennent pas toujours bien la culture musulmane et peinent à l'aborder avec l'empathie nécessaire, car elle est tellement éloignée de la nôtre, marquée par l'incroyance, l'agnosticisme, ou la critique historique ou sociologique de la religion.

Sur la voie du dialogue

Cette critique historique, l'islam commence seulement à s'y frotter. L'immense majorité des imams continuent d'affirmer avec force que chaque verset du Coran est comme une parole "descendue" du ciel et la plupart en ont une lecture assez littérale. Cependant, cela bouge sérieusement, comme chez nous durant les années qui ont précédé le Concile Vatican II.

Un mouvement considérable d'ouverture se fait jour et on assiste actuellement à une série de rencontres au sommet dont on ne devrait pas sous-estimer l'importance. L'une d'elles est la rencontre à Rome du 4 au 6 novembre entre 24 théologiens ou dignitaires musulmans et 24 homologues catholiques, dont l'initiative revient au Roi Abdallah II de Jordanie et à son Institut Royal Aal al Bayt à Amman. Prenons conscience que le seul fait de cette rencontre est un premier et grand pas que chacune des deux religions fait vers l'autre et ceci a été accentué par le thème même proposé par les musulmans dans la "*Lettre des 38*" (puis "des 138" auxquels se sont encore joints plusieurs dizaines par après). Ils y proposent en effet, comme "*parole commune entre vous et nous : l'amour de Dieu et du prochain*". Benoît XVI à Ratisbonne avait laissé penser que l'islam serait par nature irrationnel et violent. Et voilà que ces 38, puis 138 dignitaires musulmans répondent courtoisement : mais non, pour nous comme pour vous, l'essentiel est l'amour de Dieu et du prochain... Et ils signent, après deux jours de discussion dans une excellente atmosphère, une déclaration commune où ils citent le verset 96 de la Sourate 19 : « *le Miséricordieux engendrera l'amour entre ceux qui croient et qui font des œuvres bonnes* » ainsi qu'un hadith (parole du Prophète) : « *Nul d'entre vous n'a la foi tant qu'il n'aime pas pour son prochain ce qu'il aime pour lui-même* » (Bukhari, Bab al-Iman : 13). Mesurons ce grand pas vers nous : Dieu engendrera

l'amour entre chrétiens et musulmans ! Et celui qui n'aime pas son prochain n'est pas un vrai musulman ! C'est un accent nouveau, très chrétien ! Pussions-nous à notre tour aimer les musulmans comme nos frères et pas seulement les tolérer avec beaucoup de méfiance et de jugements négatifs !¹

Une autre initiative est venue du Roi Abdallah d'Arabie saoudite et a donné lieu à une réunion à Madrid, puis à Malines du 20 au 23 octobre 2008 entre 45 représentants musulmans et chrétiens sur l'Europe. Déjà au mois de juin, lors de l'ouverture du Congrès Islamique à la Mecque, le Roi avait témoigné de sa rencontre des plus cordiales avec le pape et, dans une déclaration d'une remarquable ouverture, il avait invité « les représentants des religions révélées à se réunir en frères ... qui se tournent vers un Dieu unique pour savoir comment sauver l'humanité de la situation qu'elle vit en ce moment... Nous nous retrouverons avec nos frères de toutes les confessions et avec ceux qui, de par leur humanité et leur moralité, représentent le bien.² Nous nous mettrons d'accord sur les moyens susceptibles de protéger l'humanité des excès dont elle est victime, même de la part de coreligionnaires et nous soulignerons les principes moraux, les principes de sincérité et de loyauté ainsi que les valeurs familiales qui nous unissent ».

Il me paraît clair que, face à l'extrémisme intégriste d'une part, et à la perte des valeurs morales et de la foi en Dieu d'autre part, les deux religions cherchent à dépasser leur conflit séculaire. On ne peut que s'en réjouir et faire connaître cette bonne nouvelle : face à la violence religieuse, une grande révolution des esprits semble en route, dont un des points saillants est la reconnaissance de la liberté de conscience (et donc de se convertir) et de culte public (y compris chrétien en pays musulmans). Il faut maintenant que cela descende à la base et soit mis en application. À nous d'y aider par une attitude positive quoique ferme, mais sans orgueil. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la paix mondiale, mais la paix locale dans les quartiers, les écoles, les institutions, et ceci pratiquement dans tous les pays du monde.

Philippe de BRIEY

¹ Ajoutons que les autres Eglises chrétiennes ont également répondu à la *Lettre des 138* et planifié une série de colloques "sur les points de compréhension mutuelle".

² C'est moi qui souligne. Car les frères ne sont donc plus seulement les croyants en Dieu, mais toutes les personnes de bonne volonté. Même si cette déclaration n'est sans doute pas exempte de motivations politiques, j'y vois, théologiquement, un grand pas en avant.

Militance pour la paix, action pour les droits humains : quelles interactions ?

Voilà une question qui ne laissera pas indifférent-e-s les militant-e-s que nous sommes toujours, peu ou prou. Au point qu'elle a été l'objet d'un "débat dînatoire" organisé par le Mouvement Chrétien pour la Paix (MCP) le 12 septembre dernier à Bruxelles avec l'auteur d'un ouvrage récent¹. Il faut savoir, en effet, que celui-ci avait partagé un temps l'action du mouvement dans les années '70, au temps de Brazil Export (109). Dans les lignes qui suivent on trouvera un écho à cette rencontre et mes impressions à la lecture.

Comment caractériser ce pavé de 416 pages paru en mars dernier ? Comme des mémoires ? Même si l'événement comme tel y reçoit la part du lion et même si l'auteur n'est pas encore arrivé au terme de sa carrière de journaliste international, il tient à y "faire le point" sur "les racines de ses convictions politiques" et de leur mise en œuvre au fil de ses 57 ans de vie, notamment durant ses 9 années (1996-2005) aux États-Unis d'Amérique au sein de Human Rights Watch (HRW). Comme dans tout genre "mémoire", on peut discerner aussi chez l'auteur une volonté de s'expliquer vis-à-vis de ses lecteurs, européens en l'occurrence, voire peut-être de justifier son goût des États-Unis, "laboratoire de la pensée progressiste et raisonnée" (404), patrie "des réformistes et des progressistes modérés (je souligne)" (19).

Comme l'indique le sous-titre *Mes Amériques de Bastogne à Bagdad*, la référence à ce grand pays est une constante de la vie de Marthoz : petit garçon, les GI de Bastogne meublent les conversations familiales en wallon de Liège ; jeune étudiant, Martin Luther King et John Fitzgerald Kennedy hantent ses rêves, et des rencontres avec des jocistes brésiliens le sensibilisent déjà à la torture qui y est pratiquée ; frais émoulu interprète, il voyage aux USA et au Mexique ; journaliste, il s'installe au Costa Rica. En Amérique du Sud, assistant à la faillite de la démocratie chrétienne comme des guérillas et dénonçant les agissement de la CIA, il finira par rejoindre HRW. Cette association, fondée par des intellectuels juifs où "les

¹ Jean-Paul MARTHOZ, *La liberté sinon rien, Mes Amériques de Bastogne à Bagdad*, GRIP, Enjeux Internationaux et Locaux, 2008.

discussions sur Israël prenaient une gravité particulière” (310), rencontrait sa volonté d’impartialité.

Cette action pour les droits humains, Marthoz y insiste, ne se contente pas de libérer tel ou tel prisonnier de conscience ou de lutter pour l’abolition de la torture et de la peine de mort, elle vise plus haut, en vue d’un changement de régime origine de ces dérives. Jusqu’ici, les militants pour la paix se sentiront sur la même longueur d’onde, tout en ajoutant que, outre des droits humains, le concept de paix inclut aussi les idées de non-violence, de désarmement, de développement durable, etc. Mais l’accord entre des deux n’est pas toujours assuré, comme l’auteur le fait remarquer. « Les “pacifistes” et les droits de l’homme ont une histoire commune ambiguë. Parfois leurs chemins se sont croisés, comme lors du combat pour les droits civiques aux Etats-Unis, mais il s’agissait là de la faction la plus exigeante du pacifisme, celle qui s’engageait pour la non-violence par respect de l’intégrité de la vie et de la dignité des personnes, par souci de réconcilier la fin et les moyens. Parfois, au contraire, les deux mouvements se sont affrontés » (319-320).

C’est lorsqu’ils ont été confrontés à des situations récentes que ces deux formes de militance ont vécu chacune des tiraillements internes et des orientations parfois opposées. Le grand tournant s’est produit au tournant des années ‘90, devant les affrontements ethniques et les génocides en ex-Yougoslavie et au Rwanda. Fallait-il passer par une intervention armée pour arrêter les massacres ? Ce débat a provoqué des tiraillements aussi au sein des mouvements de paix. Finalement, au risque de se voir accuser d’un nouveau Munich, ceux-ci ont opté pour d’autres moyens. Les organismes de défense des droits humains n’ont pas eu les mêmes scrupules, tout en voyant bien qu’ils pouvaient être utilisés pour servir de couverture aux stratégies des puissances occidentales. Voir à ce sujet l’ouvrage de Jean Bricmont, *Impérialisme humanitaire, droits de l’homme, droit d’ingérence, droit du plus fort ?* (Aden, 2005) avec préface de François Houtart, et aussi le dossier *Derrière les évidences humanitaires du Monde Diplomatique* de septembre dernier. Quant à la position de Marthoz, on pourrait la résumer en une phrase : « La lutte pour les droits humains n’est pas seulement une option morale, mais peut être le fondement d’une autre Realpolitik » (278).

Ce dilemme s’est fait crucial en 2003, face à l’intervention américaine en Irak, soi-disant sous le couvert de la défense des droits humains, mais avec une forte odeur de pétrole. Sur cette question, Marthoz rappelle : « Je m’efforçai de sortir des débats réducteurs et des propositions manichéennes

nes. Idéalistement, j'étais pour la chute de Saddam Hussein, mais réalistement, j'étais hostile à cette intervention qui avait pour moi toutes les apparences de la roulette russe » (323). Il rejoignait ainsi l'opposition de larges couches de la population américaine à la politique de leur président George W. Bush : « À la gauche de la gauche, évidemment, avec un Noam Chomsky... ; au sein du mouvement contre la guerre qui rassembla des centaines de milliers de personnes en 2003, dont de nombreux artistes et comédiens ; plus au centre, avec des intellectuels, des écrivains et des économistes soucieux de redonner son lustre et son éclat au libéralisme américain ; et même à droite avec de hauts responsables militaires ou politiques inquiets des atteintes à la Constitution et du règne de la déraison d'État » (397-398).

Dans cette dernière affirmation, on retrouve chez Marthoz cette volonté d'impartialité, cette crainte de tout ce qui pourrait l'associer à du manichéisme, qui définit un camp des bons contre celui des méchants. On peut la comprendre de la part d'un journaliste, guidé par sa conscience professionnelle. Il y a là peut-être aussi une tendance présente chez des militants des droits de l'homme, alors que des pacifistes, au risque de se tromper parfois, n'auront pas la même frilosité pour prendre nettement parti. Ceci n'équivaut pas nécessairement au manichéisme, à l'exclusion, à l'aveuglement, à la violence. Par exemple, les plaidoyers en faveur d'une équidistance dans la question palestinienne leur semblent très suspects. D'autre part, l'attitude de Jésus dans l'évangile et la priorité qu'il adopte pour les pauvres peuvent inspirer aussi les membres du MCP.

Édouard BRION (MCP),
le 5 novembre 2008

***Le week-end de ressourcement des communautés de base
est annoncé pour les 17-18-19 avril
au Chant d'Oiseau à Woluwe.***

***Étienne Mayence a accepté de nous aider à réfléchir
sur notre pratique de la lecture de la bible en communauté.***

***Des informations plus détaillées se trouveront dans notre
bulletin de mars prochain, mais vos avis et suggestions
sont déjà bienvenus chez Gisèle Vandercammen
02 733 13 54 ou gisele.vandercammen@telenet.be***

La Cemo de Jumet en exil

La Communauté d'Église en Monde Ouvrier (CEMO) de Jumet a quitté la chapelle de Jumet Heigne et s'est installée dans la chapelle du Collège Saint-Michel de Gosselies. Cette décision a été prise suite à un courrier du doyen émettant toute une série de conditions à respecter si la Communauté souhaitait encore célébrer sur "son" territoire.¹

Comment comprendre ce qui se passe ? Comment comprendre que plusieurs responsables du diocèse prétendent ne pas être d'accord avec l'attitude du doyen mais que rien n'a été fait pour rétablir la situation ?

Ce que nous venons de vivre est interpellant, mais très vite il est apparu que si nous voulions comprendre ce qui se passait, il ne fallait pas rester focalisé sur ce qui nous est arrivé à Jumet et nous contenter de rechercher des explications à partir d'un jugement sur l'attitude d'un doyen qui serait victime d'une trop grande soif de pouvoir et de contrôle.

Non ! Il faut plutôt formuler l'hypothèse que cet évènement n'est pas singulier mais qu'il est fort semblable à d'autres qui se déroulent un peu partout dans notre pays et ailleurs dans le monde. Comment comprendre que plusieurs communautés qui avaient pris l'habitude de célébrer sans prêtre se voient aujourd'hui interdire de continuer cette pratique ? Que signifient tous les rappels à l'ordre concernant les célébrations liturgiques et principalement la célébration de l'eucharistie ? Que signifie l'appel à la délation lancé à tous les chrétiens afin qu'ils informent directement Rome lorsqu'ils constatent des manquements et des dérives par rapport aux prescrits liturgiques ? Comment comprendre qu'un évêque déclare dans une homélie que le premier rôle de l'Église, c'est de célébrer l'eucharistie ? Quelle ecclésiologie, quelle théologie se trouvent derrière ces réactions ?

Deux livres récents² pourraient peut-être bien nous éclairer et donner quelques pistes de réflexion par rapport à toutes ses questions : *Le Christ philosophe* de Frédéric Lenoir et *Confession d'un cardinal* d'Olivier Le

¹ On trouvera un autre commentaire de Huguette Van de Cauter, aussi membre de la communauté, sur le site de www.paves-reseau.be. Thierry Tilquin y a consacré un excellent article dans *L'Appel* de décembre. (NDLR)

² Frédéric LENOIR, *Le Christ philosophe*, Plon 2007 ; Olivier LE GENDRE, *Confession d'un cardinal*, J.C. Lattès 2007

Genre. Il ne s'agit pas de livres écrits par des théologiens, mais peut-être faudra-t-il admettre qu'aujourd'hui les livres les plus intéressants, concernant la théologie, sont la plupart du temps écrits par des non-théologiens ? D'où cela viendrait-il ?

Le "Cardinal" d'Olivier Le Genre distingue à un moment dans sa "confession" deux mouvements dans l'Église : l'un minoritaire, très bien organisé, très représenté au Vatican et dans l'épiscopat, et l'autre nettement majoritaire mais plutôt silencieux. *« La tendance minoritaire a en effet acquis beaucoup de visibilité sous le pontificat de Jean-Paul II : elle lui a fourni les gros bataillons de ses supporters lors de ses voyages, et notamment lors des JMJ »* (p. 263)

« Nous sommes aujourd'hui dans une situation de grand écart entre une Eglise visible, médiatisée, et une Eglise invisible, loin des projecteurs, qui invente sans cesse et crée petit à petit un nouveau tissu chrétien. [...] L'une s'attache à des manières d'être qui s'épuisent. L'autre a très peu d'occasions d'être représentée dans les instances dirigeantes, très peu d'occasions de faire entendre sa voix, de montrer la justesse de ses intuitions » (p.409)

Pour notre "Cardinal" c'est la peur qui peut expliquer la réaction négative de la hiérarchie de l'Église face au "désenchantement du monde" (Thèse de Marcel Gauchet) : *« Nous pensons que beaucoup de crispations de mouvements d'Église ou de membres de la Hiérarchie viennent, je vous l'ai déjà dit, d'une peur de quitter des rivages connus, d'une peur que l'invention de nouveaux modèles ne soient une occasion d'infidélité. Nous tentons sans relâche de leur faire découvrir cette myriade d'initiatives pour les convaincre que l'on peut être fidèle en inventant d'autres manières de faire et d'être. »* (p.409-410)

La peur comme explication ? Oui, dans certains cas, la peur me paraît une explication plausible. Me trouvant récemment dans un auditoire rempli presque exclusivement de prêtres, pour écouter une conférence d'un éminent théologien émérite, je fus fort étonné de la force, de la durée et de l'intensité des applaudissements. La conférence portait sur une question d'ecclésiologie. Le conférencier, se basant sur les textes de Vatican II, osa se montrer très critique par rapport à l'attitude actuelle de l'Église. Au premier rang se trouvaient plusieurs éminences ! J'interprète la force des applaudissements à un discours théologique finalement très classique, bien sûr comme un acquiescement au discours du conférencier, mais aussi comme une manière détournée de dire aux éminences présentes : « Avez-

vous entendu ce qui a été dit ? Nous, nous sommes bien en accord avec ce qui vient d'être dit ! » Le "Cardinal" de Le Gendre doit sans doute avoir raison : il doit y avoir beaucoup de peur dans notre Église aujourd'hui !

Du *Christ philosophe* de Frédéric Lenoir, je ne retiendrai ici que le rappel que fait l'auteur dans son prologue de la légende du Grand Inquisiteur tirée du roman *Les frères Karamazov* de Dostoïevski. Cette légende raconte le retour du Christ en Espagne au temps de l'inquisition. Très vite le Christ est arrêté et conduit en prison. Le Grand inquisiteur vient le voir et lui explique qu'il n'aurait jamais dû résister aux tentations mais qu'heureusement l'Église a sauvé son œuvre en la fondant sur le miracle, le mystère et l'autorité.

La critique de Dostoïevski qui reproche à l'Église d'avoir trahi les valeurs évangéliques pour les remplacer par le miracle, le mystère et l'autorité est toujours d'actualité pour Frédéric Lenoir. Ne pourrait-on pas penser que, face à la peur engendrée par "le désenchantement du monde", par la perte d'un certain sacré et donc aussi par la perte de pouvoir des hommes chargés de gérer ce sacré, la réaction à laquelle nous assistons soit bien celle du Grand Inquisiteur : miracle, mystère et autorité ! Le "renouveau liturgique" auquel nous assistons aujourd'hui ne jouerait-il pas sur ces registres ? L'insistance sur le rôle "sacré" du prêtre et, à l'inverse, la diminution de celui du laïc n'auraient-elles pas comme but de restaurer l'autorité des clercs ?

Mais je voudrais terminer cette petite réflexion par une question et une note d'espérance.

La question porte sur les prêtres qui célèbrent avec nous le dimanche. Comment se fait-il que dans notre petite communauté, il ne soit pas rare de compter quatre prêtres ? Quatre prêtres pour une vingtaine de participants ! Certains diraient que ces prêtres feraient sans doute mieux d'aider leurs confrères qui courent les week-ends d'une paroisse à une autre ! Mais peut-être que ces prêtres ne pensent pas que la mission première de l'Église est la liturgie mais bien l'annonce et la construction du Royaume de Dieu.

Pour la note d'espérance je propose une dernière parole du "Cardinal" : « *Nous avons l'intime conviction d'être en train de proposer de nouveaux modèles d'être réellement chrétiens, fidèles au message du Christ, à l'aise dans l'Église, proposant une réponse adaptée à l'état actuel du monde mondialisé. Et nous savons, je le répète, que le temps travaille pour nous.* » (p.410).



Chère Émilie

Elle était une figure, presque une légende de nos communautés et de bien d'autres engagements. Émilie Culot s'en est allée le 6 novembre.

Hommage et reconnaissance.

Comme le dit saint Paul, tu as mené le bon combat et te voilà arrivée à son terme. Nous pouvons dire sans nous tromper que tu as été une femme formidable, exceptionnelle, d'une trempe bien particulière !

Tu as eu la chance de faire des études de régente ménagère. Tu as ensuite travaillé et puis tu t'es relancée dans d'autres études pour mieux comprendre le monde dans lequel tu vivais. Te voilà sur les bancs de l'école sociale. Durant un de ses stages, tu choisis d'aller travailler dans un charbonnage comme ouvrière de surface. Et ce sera le coup décisif, le choix radical qui marquera toute ta vie : devant les duretés de cette vie offerte à tant d'hommes et de femmes de la classe ouvrière, toi qui provenais du milieu rural, tu choisis pour toujours d'être ouvrière avec et pour les ouvriers. Tu ne poursuivras même plus tes études d'assistante sociale, tu abandonnes la course aux diplômes ; tu opères un virage à 180° : tu veux en tout partager la cause des plus petits, des plus exploités du système capitaliste. Car ils étaient nombreux dans cette région du Centre ces milliers de travailleurs qui ont durement trinqué, peiné pour enrichir grassement quelques grandes familles industrielles du coin.

Ce choix, tu y resteras fidèle jusqu'au bout : tu partageras en tout la condition ouvrière, tu trimeras dans le bruit, les mains dans le cambouis, essayant de respecter les cadences, la production exigée et tu vivras pauvrement de ton petit salaire. Heureusement tu as pu tenir le coup, ta santé aidant.

Mais tu ne seras pas une simple ouvrière comme les autres ; non, tu lutteras, tu défendras ceux et celles qui acceptent avec résignation leur sort, leurs souffrances, leur exploitation. Tu feras ta place au milieu de ces hommes rudes et courageux et prendras fait et cause pour cette classe ouvrière non respectée dans sa dignité et ses droits élémentaires.

N'ayant pas froid aux yeux, tu t'engageras donc dans l'action syndicale avec toute l'ardeur que l'on te connaît, tu introduiras une délégation

syndicale CSC dans un milieu marqué par le socialisme ; tu garderas toujours ton franc-parler et tu donneras parfois du fil à retordre aux dirigeants syndicaux pour plaider la cause des petits, sans compromission.

Puis arrivent les années '60 avec leur remue-ménage d'idées, la contestation, la remise en cause des "piliers" comme on dit en Belgique. Émilie se sent alors des "ailes" pour aller plus loin dans son engagement social.

Ne la retrouve-t-on pas militante dans les nouvelles tentatives politiques pluralistes à la suite notamment des appels de Léo Collard. La voilà maintenant inscrite sur des listes électorales. Émilie aimait le souffle des perspectives qui surgissent et secouent les vieilles institutions, les remettent en question pour aller plus à fond dans l'analyse du système d'exploitation des plus faibles qui devient de plus en plus mondial. C'est le temps des diverses luttes d'émancipation contre les dictatures en Amérique Latine et contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Mais Émilie n'en a pas fini de s'engager. Elle tombe amoureuse également de ce qui se fait en matière culturelle. Tout ce qui peut faire grandir le monde populaire, elle y apporte sa pierre et permet ainsi aux travailleurs de pouvoir débattre, critiquer, ouvrir leurs horizons : c'est l'époque de sa participation aux séances des ciné-clubs.

Je voudrais enfin évoquer une autre facette de ses combats : celle de la lutte des femmes, car elle savait par expérience ce que signifie conquérir sa place et sa reconnaissance comme femme au sein des organisations ouvrières multiples à dominance quasi masculine !

Et nous pouvons nous demander, mais où Émilie puisait toute cette énergie combattante qui la caractérisait pour s'immerger, comme elle l'a fait, dans ce monde populaire si marginalisé ?

Émilie avait reçu une éducation religieuse traditionnelle mais, disait-elle, elle a eu la chance de rencontrer sur son chemin de jeune adulte des personnes, des prêtres qui lui ont permis de découvrir la personne de Jésus et l'ont aidée à faire ses choix vitaux. Émilie a été séduite par le Christ. C'est Lui qui lui a montré le chemin, pour se faire proche des petits, des non respectés dans leur dignité, des opprimés, des dominés.

C'est pourquoi Émilie consacra toutes ses forces, son dynamisme, sa passion, son intelligence, tous ses talents pour cette seule cause des travailleurs, des marginalisés de notre société.

Pendant toute sa vie, sa foi évoluera, elle cherchera toujours à scruter les Écritures, à les confronter à la réalité de sa vie et du monde ouvrier en particulier. C'est la raison pour laquelle dès que le Séminaire Cardyn ouvrira ses portes à la formation de laïcs, Émilie sera une des premières à participer assidûment à ces très nombreux week-ends.

Sa foi elle ne la vivra donc pas en isolée, mais la partagera, la célébrera avec d'autres personnes engagées comme elle dans le monde populaire. Ce sera dans l'Equipe et à La Louvière notamment dans les CEMOs et dans le groupe de prières avec des femmes immigrées. Émilie tenait beaucoup à ces partages. Elle était parfois interpellante, dérangement, car elle recherchait toujours une cohérence entre sa foi et son action et nous bousculait de temps en temps.

Elle a aussi aimé et interpellé l'Église, elle trouvait qu'elle ne faisait pas suffisamment place aux laïcs encore moins aux femmes et qu'elle se trouvait généralement loin des préoccupations du monde ouvrier. Elle a participé à diverses instances diocésaines et aussi à de multiples rencontres européennes des communautés de base auxquelles elle croyait dur comme fer. Et dans combien de groupes Émilie n'a-t-elle pas témoigné de ce qu'elle vivait ?

Je voudrais revenir au moment de ses 55 ans. C'était l'époque où l'on proposait aux ouvriers de prendre leur prépension. Émilie n'a pas hésité un instant. Donner une place aux jeunes, c'était une grande chance pour eux alors qu'il devenait si difficile de trouver du boulot. Et Émilie, dans sa générosité, a accepté de suite de quitter ce milieu qu'elle aimait et dans lequel elle avait vraiment pris plaisir à œuvrer.

On la reconnaît bien dans ce geste-là ; elle n'a jamais couru après l'argent. Combien de fois elle a partagé avec sa famille, ses voisins, avec ceux qui étaient dans le besoin ici ou dans le Tiers Monde. Émilie a toujours mené une vie sobre, pauvre comme Jésus, donnée comme Lui, attentive, ouverte à tous les signes des temps. Et qui ne se rappelle son itinéraire spirituel chanté aux diverses rencontres Cardyn ou aux sessions SOIF ?

Émilie totalement engagée, super active à l'usine et dans tant de groupes, savait prendre du recul, creuser sa foi, écrire ses réflexions, prier Celui qui l'aimait et qu'elle aimait. De fait, Émilie était une profonde mystique.

Merci Émilie pour tout ce que tu as été, ce que tu nous as partagé. Jouis maintenant d'un bonheur plénier et accompagne-nous sur notre route.

Raymonde HARCHIES

Rencontre Européenne des communautés chrétiennes de base du 1er au 3 mai 2009 à Vienne/Autriche



Presbytère Akkonplatz,
Oeaverseestraße 2c,
A-1150 Wien

Fax: 0043 1 985 75 26 4

E-Mail: eubas@akkonplatz.at

Homepage : Inscription online
www.eubas.akkonplatz.at

Six ans après la rencontre européenne d'Édimbourg, c'est Vienne qui a accepté d'accueillir les communautés de base en 2009.

Le rassemblement devrait être à l'image de ce qui se vit dans les communautés, puisque nous serons logés dans les familles : simplicité, chaleur et convivialité, créativité et engagement... mais aussi diversité linguistique et culturelle et donc enrichissement garanti !

Les témoignages préparés porteront sur :

« Vivre sa foi aujourd'hui dans

- le Partage (Eucharistie sans prêtre ?, de Belgique)
- la Solidarité (Quelle Europe voulons-nous ?, d'Espagne)
- le Pluralisme (Vivre l'œcuménisme au quotidien, de Suisse et France)
- l'Égalité (Les femmes dans l'Église, d'Italie) »

Et ces thèmes seront les points de départ des carrefours.

Nous aurons aussi l'occasion d'échanger sur le fonctionnement récent des 'réseaux' de groupes de base, particulièrement en France et en Espagne.

Pour toute information et surtout pour toute inscription, mais aussi pour le transport, il vaut mieux se mettre d'accord entre Belges, et si possible avant la fin février : il n'y a pas des dizaines de places disponibles...

Contact : Pierre Collet au 067 21 02 85 ou pierrecollet@hotmail.com

Au Rwanda, 30 ans plus tard...

Quelle surprise de se retrouver après 30 ans au Rwanda où j'ai travaillé 2 ans. Que reste-t-il de la ville que j'ai connue ? Kigali, ville méconnaissable. Où sont passés les endroits que je connaissais bien ? Disparus parmi les collines toute urbanisées.

La ville s'est étendue, buildings de 2, 3 voir 5 étages et plus, s'élèvent ça et là. Les routes sont asphaltées, larges, agréables avec feux rouges parfois récalcitrants. La circulation est dense sur les routes principales où se côtoient taxis, vélomoteurs avec casques obligatoires pour le conducteur et le passager, vélos et piétons accompagnés de chèvres mais tous très souvent lourdement chargés.

Bon nombre d'autos ont la conduite à droite et si la circulation est dense, les conducteurs sont très prudents d'autant plus que les barrages de police sont nombreux aussi bien à Kigali que le long des grands-routes.

L'ambassade des USA occupe un très large espace au sommet d'une colline. Tous les ministères occupent de nouveaux bâtiments à plusieurs étages.

Dans le but de moderniser certains quartiers, des pans entiers de collines sont expropriés et rachetés par des firmes souvent sud-africaines pour y construire de nouvelles habitations.

Ce qui frappe durant les trajets ?

La propreté. À l'aéroport, interdiction formelle d'entrer avec des sacs en plastique et je n'en verrai pas de tout mon séjour. Les achats sont remis dans des sacs en papier. Les routes et chemins font l'objet d'un nettoyage journalier et l'umuganda (travail du samedi obligatoire pour tous) a été maintenu. Suis-je vraiment en Afrique ? C'est plus propre que Bruxelles !

Tout le monde a des chaussures, la tenue vestimentaire est propre, je n'ai pas croisé d'enfants kwashiokor, peu de mendiants ou de petits vendeurs.

Le regroupement en villages et non plus un habitat dispersé dans les bananeraies. Le long de la route, les centres sont nombreux et étendus. Gitarama pratiquement à côté de Kabgayi, on y voit quelques mosquées, on croise quelques femmes voilées.

Muramuzeho, la salutation d'usage, sera-t-elle suivie d'une conversation en anglais ou en français ? Les deux ici se pratiquent et toutes les informations sont trilingues.

Les belles routes principales aux bas côtés stabilisés qui permettent le passage des piétons et aux vélos lourdement chargés de circuler aisément. Nombreux véhicules de transport de personnes, cars reliant Kigali à Bujumbura, Entebbe ou Nairobi, ces véhicules ne sont pas trop lourdement chargés, la police veille.

Dès que l'on s'éloigne de la route principale, on retrouve la route en latérite envoyant sa poussière rouge de saison sèche. Il faut toujours faire du slalom pour éviter trous et bosses.

Quelques points de mémoriaux en trois langues pour rappeler le drame de la guerre (les personnes ne prononcent pas le mot génocide mais parlent d'avant, d'après la guerre). Qui les visite ? Essentiellement les étrangers, les touristes.

Départ pour Nyamagabe, nouveau nom de Gikongoro. Pourquoi avoir changé de nom ? Aucune explication satisfaisante n'a pu m'être donnée.

Accueil très chaleureux dans cette école secondaire récente (2001). Ce centre scolaire essaie de subvenir à ses besoins alimentaires (plus de 800 internes) en cultivant des légumes et en en revendant même au marché grâce à un système d'amélioration des cultures par les toilettes écologiques qui utilisent les matières urinaires et fécales pour améliorer les sols.

Butare me semble plus familière. Comme dans plusieurs localités, de nombreuses écoles ont été nouvellement construites.

Save, centre de plusieurs écoles secondaires, Byimana, centre scolaire des frères maristes, où l'école a été agrandie au fur et à mesure des besoins : près de 900 internes filles et garçons.

En allant vers l'est, Rwamagana, l'anglais devient prédominant, larges fermes de vaches blanches et noires sans cornes, cultures en terrasses et regroupées par type de cultures.

Pourquoi être retournée ? Par l'intermédiaire d'ESF (Enseignants Sans Frontières), la CTB (Coopération Technique Belge) recherchait un appui pour la formation des enseignants en sciences pour le tronc commun, afin de partager des expériences de pédagogie active.

Durant dix jours dans trois centres différents (Nyamagabe, Byimana et Rwamagana), j'ai essayé d'être un soutien aux formateurs et aux stagiaires par l'échange de pratiques pédagogiques différentes basées sur la participation active des apprenants.

Quelques éléments ont facilité ces échanges :

- L'accueil et l'esprit d'ouverture qui m'ont été offerts par les différents formateurs des centres et par les participants, leur intérêt porté à des

méthodes nouvelles, leur désir d'élargir leurs connaissances et d'améliorer leur pratique quotidienne ;

- Une certaine connaissance du Rwanda (j'y ai travaillé deux ans) et ma pratique d'enseignante en sciences au Burundi ainsi que ma participation à des échanges pédagogiques avec des enseignants au Bénin.

Cependant quelques éléments m'ont été plus difficiles :

- La brièveté de mon passage dans certains centres n'a pas toujours permis d'entamer un dialogue plus approfondi ;
- S'insérer dans un projet en cours de route nécessite un certain temps d'adaptation pour cerner exactement l'objectif demandé ;
- Certains échanges concernant la terminologie et l'utilisation du matériel me semblaient oiseux, inutiles et sujet à interprétations diverses, d'autant plus qu'une majorité d'enseignants ne disposent pas d'un tel matériel ;
- La langue : exprimer ses commentaires, donner des explications est plus aisé dans la langue que l'on maîtrise le mieux, les enseignants s'expriment donc plus volontiers en kinyarwanda même durant leur cours.

J'ai été très sensible aux difficultés rencontrées par les enseignants :

Matériel : certains enseignants ne possèdent pas le programme révisé, ne disposent pas de local laboratoire notamment dans les écoles où seul le TC (tronc commun) existe ; si le laboratoire existe, il est souvent sous équipé, mal entretenu.

Temps : un horaire de plus de 25 h avec parfois des journées de 8 h rend difficile la préparation des cours avec manipulations et expériences, surtout s'il faut fabriquer le matériel avec les moyens du bord.

Classes : surpeuplées (plus de 45 élèves) augmentent la charge de travail vu le nombre de corrections à effectuer.

Direction : pas toujours prête à encourager l'enseignant quand il s'agit d'obtenir le matériel nécessaire pour rendre son enseignement efficace

Formation : le contenu des matières enseignées n'est pas toujours acquis par l'enseignant et l'établissement scolaire n'a pas toujours la bibliothèque qui lui permettra d'acquérir le minimum de connaissances requis.

Je suis retournée dans un pays qui se fait une peau neuve, mais à quel prix ? La brièveté de mon séjour ne m'a pas permis d'aller plus avant dans des projets proches des gens des collines, de rencontrer d'anciennes connaissances (mais beaucoup ont disparu) et, connaissant la réserve des Rwandais, certaines questions sont délicates à poser.

Rita DOOMS

La chasse est ouverte !

L'image est-elle excessive ? Vous aurez lu un peu plus haut dans ce bulletin les démêlés de la communauté de base de Jumet Heigne avec le doyen du lieu, et peut-être aussi dans *L'Appel* les pages de Thierry Tilquin sur le sujet. Tout près de chez nous aussi, vous aurez peut-être entendu parler de cette religieuse qui s'est vu 'inviter' à quitter sa communauté après 25 ans d'engagement pour cause d'inadéquation avec le projet local. Faut-il rappeler encore la manière cavalière avec laquelle Paul Scolas avait été 'remercié', il y a tout juste deux ans, par l'évêque de Tournai ? Et vous vous souvenez certainement des péripéties du vieux dominicain Jean Cardonnel qui avait retrouvé, au retour d'un voyage, le contenu de sa chambre dans des sacs poubelles sur le seuil de son couvent... Lui au moins avait osé intenter un procès à ses supérieurs – pour violation de domicile... – qu'il a d'ailleurs gagné ! (voir <http://www.cardonnel.info/>)

Ce qui paraît nouveau dans ces événements, c'est peut-être que cette réaction de 'mise à l'écart' est pratiquée aujourd'hui par des autorités très locales. On avait l'habitude d'en entendre parler à propos de décisions prises à Rome, particulièrement au 'Saint-Office' devenu la 'Congrégation de la Foi'. Il s'agissait surtout des sanctions (des 'interdits') prises contre les théologiens qui osaient s'interroger, voire penser autrement que la hiérarchie. C'était aussi les excommunications automatiques ('*latae sententiae*') de Mgr Lefebvre et consorts, des femmes ordonnées prêtres et de ceux qui les soutiennent, comme en est menacé aujourd'hui le P. Roy Bourgeois aux USA, c'était les 'suspenses a divinis' encourues par les prêtres qui se mariaient ou acceptaient un mandat politique... Mais bref, on savait d'où ça venait, et on en attribuait la responsabilité à la raideur et à la lourdeur d'appareils institutionnels peu humains et centralisateurs. Ainsi que, plus fondamentalement, au manque d'attention du catholicisme vis-à-vis de la vie affective et sexuelle, au sexisme des autorités, à leur homophobie déclarée, mais aucune de ces explications ne s'applique dans les cas cités plus haut... On est bien loin en tout cas du respect des droits humains et de la valorisation de la personne qu'on retrouve chez Jésus.

À la fin du mois d'octobre, nous nous promenions avec quelques amis en bordure d'un bois de mon village, et nous sommes tombés sur un groupe de chasseurs. L'un d'eux a cru nécessaire de nous expliquer en long et en large le bien-fondé de son activité et le mot qui revenait sans cesse était celui de 'régulation' : le même que celui qu'on entendait depuis quelques jours à

propos de la crise des banques ! Et de préciser les espèces à réguler, sa nécessité pour l'équilibre de l'environnement, etc.

L'image du gibier surnuméraire s'est imposée à moi et m'a fait sursauter... Pourquoi l'Eglise catholique, qui plus est en période de disette, a-t-elle besoin de ce genre de purification, spirituelle, théologique, juridique ? Pour éradiquer quelle faute ? Je ne vois qu'une seule piste de réponse : c'est la conviction d'une sorte de vérité absolue et donc de pensée unique, avec comme conséquences l'obéissance aveugle et le refus du pluralisme et de la tolérance. Si vous désirez intervenir dans le débat, n'hésitez pas ! Le sens d'un combat de longue haleine...

Pierre COLLET

À la fédération européenne des prêtres mariés

Depuis que ses représentants ont tenu leur troisième réunion à Bruxelles en juillet dernier¹, notre fédération européenne a réussi à mettre en ligne son site web en cinq langues www.pretresmaries.eu : ce ne fut pas une mince affaire ! On y trouve les nouvelles les plus marquantes des groupes qui la composent, les publications plus significatives, mais aussi une banque de données bibliographiques que nous ne demandons qu'à compléter...

Permettez-nous de renvoyer particulièrement à un article du délégué anglais, l'exégète Joe Mulrooney, intitulé : *Prêtres d'hier ? Pour demain, laissez-nous devenir ce que nous deviendrons...*² C'est un écho bienvenu à la discussion ouverte là-dessus depuis quelques mois dans notre revue.

Il est possible de s'inscrire en page d'accueil à la newsletter *Ministerium Novum, Série Européenne*, dont le premier numéro est paru en novembre.

L'adresse de contact est info@pretresmaries.eu (P.C.)

¹ Voir le compte rendu sur <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=614>

² <http://www.pretresmaries.eu/fr/Publications.html#4> Résumé : Deux questions sont abordées dans cet article. Quelle est la solution à la crise des ministères dans l'église catholique romaine, et les prêtres qui ont quitté le service actif sont-ils des « Ex-prêtres » ou des « Prêtres pour l'éternité » ? C'est un défi lancé aux autorités de l'église institutionnelle. Elles doivent cesser de s'accrocher aux traditions et aux mythes antiques liés à un temps et à une culture - ceci est démontré à la fois pour le mariage et pour les ministères. Ce qui manque dans ce dernier cas est la dimension communautaire. En revanche, en réfléchissant sur un modèle plus organique et plus vivant de la création, elles doivent ordonner les animateurs de communautés pour présider nos célébrations eucharistiques et nous accorder ainsi l'espace pour devenir ce que nous deviendrons.

Les prêtres de 70 et quelques ans...

Ils sont majoritaires, les prêtres de 70 et quelques ans. C'est étonnant, mais après eux la relève s'est rapidement faite rare. S'ils se retournent, c'est bien souvent le vide qui les suit. Trouver un prêtre d'âge mûr, environ 50 ans, et de bonne éducation, afin par exemple d'en faire un évêque, c'est devenu pour la hiérarchie le parcours du combattant, pour ne pas dire la croix et la bannière. En fait la pyramide des âges du clergé est à l'envers depuis quelque temps, elle repose sur sa pointe. C'est dire si son équilibre est fragile et largement compromis. Ils sont donc majoritaires et pourtant mécontents...

D'abord ils ont appris le grec et le latin. Ce qui ne les a pas tellement armés pour affronter les vicissitudes de la vie actuelle, mais ils ont l'air tellement cultivés et bien souvent si intelligents, que cela compense. Ils ont dû apprendre à dire la messe en latin selon le rite de Pie V, c'est-à-dire en soutane, face au mur, dos aux fidèles et sonnette à l'appui. Puis, le concile aidant, ils ont pu ou dû se retourner, apprendre à parler la langue du peuple et changer de costume. Le rite a changé, mais l'ancien vient d'être solennellement restauré à l'usage des nostalgiques. Dans l'Église rien ne se perd, et beaucoup voudraient sans doute que rien ne se crée.

Jeunes prêtres, ils ont vibré avec tant d'autres, aux appels du concile Vatican II. L'aggiornamento les concernait tellement, l'espoir de voir le message évangélique prendre le pas sur le droit canon les soulevait, et la perspective d'animer des communautés de base capables de transformer la vie des gens les enthousiasmait. On a même vu naître une théologie de la libération à l'usage surtout de l'Amérique latine, vite étouffée et ensuite condamnée sans aucun ménagement. Certains d'entre eux sont devenus ouvriers quand, sous l'influence du concile, l'interdiction du Vatican fut suspendue et que le chômage n'avait pas encore désagrégé le prolétariat. Ils ont habité les cités, les quartiers pauvres, ont été élus délégués syndicaux, ont pris des engagements politiques. Certains ont vécu intensément la contestation, la volonté de se "déclergifier".

En fait, la moitié d'entre eux sont partis, pour se marier, pour vivre libres, pour se débarrasser des interdits que, de toute évidence, l'évangile ne prévoyait pas. Ceux qui sont restés ont encaissé la surcharge de travail, la condamnation de la pilule contraceptive, la panique et les reculades de Paul VI, la guerre contre l'avortement, les shows et le conservatisme déguisé de Jean-Paul II, le refus formel d'ordonner des femmes, puis enfin la rigidité dogmatique et un rien paranoïaque de Benoît XVI. Retour aux rites anciens, main tendue aux traditionalistes, mise en cause ou à l'écart des théologiens

progressistes, refus des sacrements aux divorcés remariés, condamnation des universités qui pratiquent la recherche sur la procréation assistée, les embryons, le clonage, mise en question de l'évolution avec un large retour vers le créationnisme, voici le décor devenu quotidien des prêtres de 70 et quelques ans.

Peut-être, à force, ont-ils acquis des réflexes et une mentalité d' "ancien combattant" ? Et pourtant, le plus dur est encore à venir. Il vient d'ailleurs assez rapidement. La rareté des prêtres combinée avec le refus catégorique de confier de réelles responsabilités aux laïcs entraîne la mise en œuvre de nouvelles stratégies. Il y a des évêques qui se sont réfugiés dans le recrutement systématique et intensif de missionnaires étrangers, de préférence polonais pour certains, afin de ne pas sortir de la ligne pure et dure définie par le Vatican, africains pour d'autres, plus ouverts sans doute et davantage prêts à des découvertes et des surprises. Mais ce recrutement a des limites, et certains évêques l'ont compris qui ont progressivement mis au point un recadrage des paroisses en zones pastorales, assez semblable aux fusions de communes. Il s'agit évidemment de faire des économies d'échelle en hommes, en bâtiments, en moyens financiers.

Le prêtre, car il s'agit toujours exclusivement de prêtres, qui devient responsable de zone ou d'entité – cela fait moins "police" dira-t-on – c'est-à-dire de 4,5,6 anciennes paroisses, plus tard ce sera probablement 8,9,10, est en principe formé pour être un "manager". Son rôle est d'être l'organisateur d'une équipe de collaborateurs bien choisis et révocables à merci. Il dispose d'une autorité qui ne se discute pas, col romain éventuel à l'appui. On n'est pas en démocratie, que diable ! D'abord il fera place nette et les 70 et quelques ans doivent savoir que 75 est une limite bien définie qui ne souffre plus aucun retard. Ils sont donc invités à présenter leur démission à temps et à heure, et à oublier sans regret l'inamovibilité du curé sur laquelle ils avaient peut-être pensé pouvoir s'appuyer. Ensuite le nouveau nommé mettra ses hommes et ses femmes en place pour couvrir tous les secteurs d'activité, d'ailleurs traditionnels, car il n'est pas vraiment question d'innover. Ce qu'il faut c'est assurer la pérennité de l'institution. Lui restera le détenteur du sacré, auquel on ne touche pas.

Ainsi, un diocèse de plus d'un million d'habitants pourra se structurer à l'avenir avec une cinquantaine d'entités et vivre avec un effectif d'environ cent prêtres, jadis il en avait souvent plus de mille. Le nouveau curé devient un directeur, l'évêque un pdg, mais cela n'est pas vraiment nouveau. Ce qui est perdu c'est la dimension humaine. La paroisse est d'habitude d'origine

féodale. Elle a été créée sur le principe de territorialité. Elle était essentiellement un tissu de relations humaines. Une paroisse couvrait le terrain qu'un homme pouvait assumer et les habitants qu'il était capable de rencontrer en toute convivialité, avec lesquels il pouvait vivre, chercher, partager, réfléchir, être heureux, éventuellement avec l'aide et la présence d'un ou plusieurs vicaires. L'entité sera aussi un territoire mais le territoire d'une organisation, réelle ou virtuelle, capable de couvrir les besoins religieux normaux d'une population définie, une entreprise à fabriquer du sacré et à tranquilliser les consciences.

Il est fini le temps de l'abbé Pierre et de sœur Emmanuelle, qui avaient leur franc-parler. Il est fini le temps de Guy Riobé et de Jacques Gaillot qui savaient sortir des rails. Il est fini le temps de Louis Evelyn et de Pierre de Lochet qui cherchaient des chemins nouveaux. Il est fini le temps de François Houtart, de Germain Dufour et de Jean Kamp. Il est fini le temps des cerises, c'est maintenant le temps des crises.

Il est même fini le temps des charismes. Les prêtres de 70 et quelques ans ont parfois eu jadis la possibilité de s'exprimer et de se réaliser dans des initiatives personnelles. Il y en eut pour promouvoir le mouvement liturgique, d'autres ont trouvé dans le caritatif leur raison d'être, services d'entraide et restos du cœur ont occupé leurs journées. Les mouvements de jeunesse ont absorbé beaucoup d'énergie. Certains se sont battus pour le droit au logement, l'accueil des étrangers, le respect des prisonniers ou l'organisation des soins palliatifs. C'est fini. On ne peut plus se disperser autant, voyons ! L'objectif actuel, et pratiquement unique, c'est le regroupement pour le sauvetage de l'institution.

Les prêtres de 70 et quelques ans vont-ils résister à cet étouffement de ghetto ? N'auront-ils pas des regrets, d'avoir été trop soumis, trop obéissants, trop humbles ? N'a-t-on pas oublié de leur dire qu'il aurait fallu des prophètes plutôt que des serviteurs ? Et que s'ils recevaient des coups, ils devaient être capables de les encaisser, et de rester eux-mêmes.

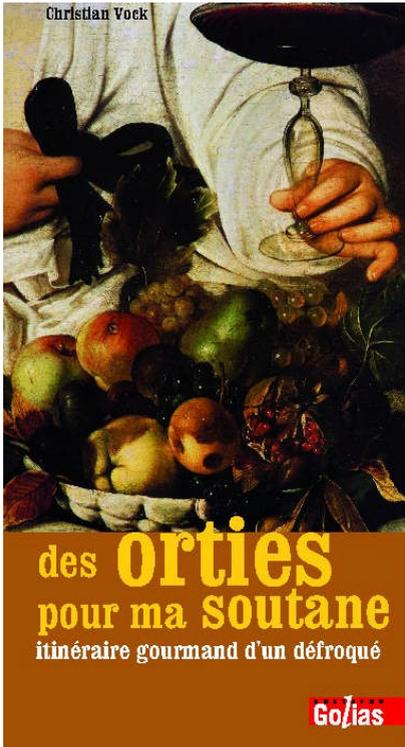
Que vont-ils devenir les prêtres de 70 et quelques ans ? Il n'est pas impossible que la retraite les libère, et que, longtemps après leur vocation sacerdotale, ils découvrent enfin leur vocation humaine. Peut-être choisiront-ils le Christianisme plutôt que l'Église catholique, l'Évangile plutôt que le droit canon, les béatitudes plutôt que les commandements et le Magnificat plutôt que le Credo ? C'est peut-être aussi pour eux, la théologie de la libération ? À eux de jouer, et de vivre !

Jacques MEURICE

Urticaire et gastronomie

C'est aux orties qu'il aurait jeté sa soutane, Christian Vock, s'il avait pratiqué l'accoutrement. Il eut une ambition – *être témoin et artisan de l'idéal proclamé par Jésus dans les Évangiles* –, puis connut l'échec – *j'ai défroqué, comme on dit*. Désolant comme le divorce de jeunes mariés, mais libérateur. Des orties, il en ramasse cependant toute une poignée pour fustiger l'institution – vous devinez laquelle ! – à *l'idéologie perverse et pernicieuse*.

Il s'en va ouvrir des chambres d'hôtes dans le Sud-Ouest et, en verve au scriban comme aux fourneaux, raconte¹ l'enchantement des accueils, des plats relevés, des rencontres : cela donne septante pages légères, de courts



chapitres composés chacun d'un thème théologique traité avec malice et pertinence, d'une recette culinaire en entremets et de l'évocation d'un personnage religieux à fumet exotique. Et l'on devine les hôtes déposant puis reprenant ce petit bouquin souriant et provocateur, à piquer ici une réflexion, savourer une énormité, méditer une évidence, se risquer à un échange amical sinon à de fiévreux débats. *Bref, la vie, dès que plusieurs personnes se trouvent réunies un verre d'apéritif à la main.*

Prendriez un peu de l'entrée "*Foie gras avec son jus aux saveurs du monde à la Jean XXII*" ? *Que de fois ai-je été frappé dans mon ministère passé par la profondeur, la richesse, la subtilité d'un échange en tête à tête avec une paroissienne ou un paroissien. Mis*

¹ Christian VOCK, *Des orties pour ma soutane. Itinéraire gourmand d'un défroqué*, Editions Golias, 2008, 8 €.

ensemble en "communauté" comme on disait, plus rien. [...] Une paroissienne m'avait pourtant mis en garde : "Vous n'avez pas remarqué ? Les gens, avant d'entrer dans l'église, posent leur intelligence dehors. Espérons qu'ils pensent à la reprendre quand ils sortent..." (p. 17). L'ecclésiastique convoqué à l'apéro ? Fénelon – romantique, chimérique, si peu dogmatique qu'il en devient séduisant – et son inspiratrice Mme Guyon. Selon Saint-Simon : "Il la vit, leur esprit se plut l'un à l'autre, leur sublime s'amalgama".

Le chapitre du plat principal (pp. 37-46) s'intitule "*Magret de canard et son voluptueux sirop de safran du jardin*" et annonce bravement : *Il est temps d'aborder le corps du délit. Avec volupté et franchise, parlons sexe.* Le désir s'aiguise, n'est-ce pas, tant que le voile n'est soulevé : vous serez (donc) tenté par ces pages épicées puisque rien n'en sera ici dévoilé, sinon que la fustigation aux orties ajoute beaucoup et que s'y trouve évoquée la véridique histoire d'une chaste fille du Quercy ; fiancée de force, Spérie fut rattrapée, décapitée et, ramassant sa propre tête, courut la laver à la fontaine de Saint-Céré.

Les enfants ne sont pas oubliés, on leur réserve du Parmentier (*de canard aux cèpes*), et l'on s'étonne : si peu de pages dans les évangiles à leur sujet, et les deux tiers de l'énergie des paroisses consacrés à leur endoctrinement !

Reprenez-vous du dessert ? Le dernier repas. *Il s'agissait de quelque chose de simple : amitié, partage, don, attention, complicité. L'Église a traduit : transsubstantiation, épicleses, anamnèse, consécration. Elle y ajoute les rites païens qui entourent le fétiche : accès réservé aux initiés, pureté obligatoire, visa d'entrée délivré par un représentant de l'autorité* (p. 54). Évocation, ici à Rocamadour, de Roland, le preux des preux, qui offrit à la reine des combats son braquemart victorieux.

Un régal, à accompagner d'un vigoureux Cahors à robe cardinalice !

Jean-Marie CULOT

Où est donc passée l'inquisition ?

La lecture du prologue de *Jésus Philosophe*, de Frédéric Lenoir¹, m'a fait retrouver le Grand Inquisiteur, mis en scène par Dostoïevski, dans son roman *Les frères Karamazov*.

Je me suis demandé pourquoi l'inquisition avait cessé, et en quoi les autorités de notre Église s'en étaient réellement converties.

*

Voyons le récit. L'action se passe à Séville, dans l'Espagne du XVI^e siècle, aux jours les plus sombres de l'inquisition. Jésus est revenu sur terre sans se faire remarquer, mais tout le monde l'a reconnu. Il passe au milieu de la foule avec un sourire d'infinie compassion. Suivi par le peuple en fête, il arrive sur le parvis de la cathédrale et ressuscite une petite fille que l'on s'apprêtait à enterrer.

Arrive le cardinal du lieu, Grand Inquisiteur, qui a déjà fait brûler une centaine d'hérétiques sur cette place. C'est un vieillard au visage desséché. Il donne l'ordre d'arrêter le Christ. Si grande est sa puissance et le peuple est tellement habitué à se soumettre et à lui obéir en tremblant, que la foule s'écarte devant ses sbires. On enferme le prisonnier dans une étroite cellule du Saint-Office.

Cette position de faiblesse de Jésus nous révolte ? Mais, après tout ! Il l'avait annoncé et voulu, il n'est qu'un roi monté sur un petit âne et livré par la suite à Pilate. Il n'est venu que pour servir. Mais, le plus scandaleux contresens, ce sont les responsables de son Église en position de force, et face à lui. Il leur avait pourtant dit : « Ne cherchez pas les premières places. Mettez-vous au service les uns des autres... ».

À la nuit, le Grand Inquisiteur lui rend visite, seul. « C'est Toi, Toi ? Pourquoi es-tu venu nous déranger ? » Le prisonnier ne répond rien et se contente de regarder le vieillard. Celui-ci reprend : « N'as-tu pas dit souvent : Je veux vous rendre libres ? Tu les as vus, les hommes 'libres'. Cela nous a coûté cher, mais nous avons enfin achevé cette œuvre en ton

¹ Frédéric LENOIR, *Le Christ philosophe*, Paris 2007, Éd. Plon, 306 pages.

nom. Jamais les hommes ne se sont crus aussi libres, et pourtant, leur liberté, ils l'ont humblement déposée à nos pieds. »

Le génie de Dostoïevski, c'est d'avoir rendu sincère cet inquisiteur. Il avoue l'essentiel. Comme au concile Vatican II, et pour les deux papes qui, à mon avis, ont tenté de le déconstruire, l'enjeu majeur, c'est la liberté, celle des chrétiens pour commencer.

Et le cardinal reproche à Jésus d'avoir résisté, au désert, aux trois tentations du diable, car, seules, trois forces peuvent subjuguier la conscience humaine : « le miracle, le mystère et l'autorité ». En fait, Jésus a écarté les trois tentations qui s'opposaient au messianisme voulu par le Père et par lui : pouvoir politique, règne spirituel glorieux (miracles sur commande), richesse et satisfactions matérielles.

Ces trois tentations sont les points de repère des refrains de l'évangile. C'est bien là ce que refusent les hommes de l'inquisition et les responsables d'une certaine Église triomphaliste. Elle n'est plus alors l'Église servante et pauvre de Paul et des évangiles.

« Tu te faisais une trop haute idée des hommes, car ce sont des esclaves », poursuit l'inquisiteur. « Nous avons corrigé ton œuvre. Demain, sur un signe de moi, tu verras ce troupeau docile apporter des charbons ardents au bûcher où tu monteras, pour être venu entraver notre œuvre. ».

Avoir voulu mettre l'homme debout, au plus près de l'image de Dieu, en le rendant libre, tel est le reproche central. Avoir reconnu la grandeur de l'homme, et la fortifier, voilà ce que reprochent à Jésus ceux qui usurpent sa place.

L'inquisiteur se tait. Il attend nerveusement la réponse de ce prisonnier qui l'a écouté durant des heures sans un mot, en le fixant de son regard pénétrant. Soudain, le prisonnier s'approche de lui et baise ses lèvres exsangues qui remuent sans parvenir à prononcer un mot de plus. L'homme s'approche de la porte, l'ouvre et dit : « Va-t'en et ne reviens plus jamais. » Et il le laisse aller dans les ténèbres de la ville.

*

Les sentiments du grand inquisiteur, qui laisse partir Jésus, semblent équivoques. Peut-être est-il finalement touché par ce qu'il considère comme la naïveté de son prisonnier, et a-t-il pitié de lui ? Il ne semble, en tout cas, ni converti, ni repentant.

L'essentiel, pour moi, c'est que lui et d'autres aient osé prendre la place de Jésus et s'ériger en juge de ses intentions, ou prétendre corriger son message.

Personne n'est ou ne sera la réincarnation de Jésus de Nazareth, fils ou communication de Dieu (en un sens unique). Personne ne peut prendre sa place ni se présenter en garant infaillible de sa volonté et de ses intentions. C'est à son Église entière de s'orienter. Elle est animée par son Esprit - sa présence actuelle - sous l'influence de ses propres charismes, avec l'aide et l'humble service de ceux qui succèdent aux douze.

Revenons, pour terminer, à mes questions de départ : Pourquoi l'inquisition a-t-elle cessé, et en quoi les autorités de notre Église s'en sont-elles réellement converties ?

Pourquoi ? Il est clair qu'avec l'avènement de la philosophie des "lumières", les pouvoirs politiques en place et l'opinion dominante supportaient de moins en moins la violence des méthodes coercitives de l'inquisition. Je pense même qu'elles devenaient suspectes aux autorités ecclésiastiques elles-mêmes, qui devaient redouter le discrédit qui menaçait leur comportement.

Les historiens de la théologie pourraient faire état de débats entre ceux regrettant que les méthodes coercitives ne soient plus de mise et ceux les condamnant au nom de l'évangile. Je n'ai pas connaissance de prise de position claire et décisive de la haute hiérarchie catholique en faveur de la douceur et de la paix évangélique avant la déclaration conciliaire sur la liberté religieuse de Vatican II.

Nos autorités religieuses actuelles sont-elles converties ? Le décalage considérable entre les comportements et déclarations du Vatican et, d'autre part, ce qui est cru et vécu par les catholiques, prêtres et évêques compris, est tel qu'il est impossible de répondre à la question. Je crois constater simplement que nos autorités actuelles rejettent la torture comme moyen de coercition, mais que certaines d'entre elles approuvent le Vatican dans ses moyens de pression : mesures à l'égard des divorcés remariés, interventions concernant l'avortement dans la politique des États démocratiques, ou procédés plus que cavaliers pour mettre 'au pas' des théologiens qui ont le malheur de vivre la liberté de recherche indispensable, rappelée d'ailleurs par Vatican II.

C'est-à-dire que l'esprit de l'inquisition est loin d'être vacciné chez tous, même si l'épidémie est atténuée ou éloignée par les contre feux que lui oppose, pour le moment, la crainte des débordements éprouvée par les chrétiens et l'opinion publique dans le monde moderne.

*

Pour conclure, faut-il le redire ? L'essentiel pour nous est que plus jamais un être humain n'ose se mettre à la place de Jésus pour interpréter autrement que lui son message en prétendant être son porte-parole, comme si, après le Nouveau Testament et l'ensemble des réflexions de la Tradition chrétienne, il nous fallait encore ajouter à la parole de Jésus, le Christ. Si nous parlons encore, c'est pour mieux comprendre le sens de ce qu'il attend de nous dans le contexte de notre aujourd'hui. Surtout pas pour parler à sa place !

Louis FÈVRE

Où en est notre Église ? Où va-t-elle ?

L'Église, la grande Église, ce sont tous ceux qui se rattachent à Jésus et à son Évangile. L'Église catholique n'est qu'une portion de cette Église : c'est d'elle qu'il s'agit ici. Dans nos pays d'Europe occidentale, ceux qui se disent membres de cette Église sont en nette diminution. Il en va de même d'ailleurs pour les Églises protestantes. Et parmi ces membres de l'Église, ceux qu'on peut appeler les adhérents conscients sont à la fois de plus en plus minoritaires, mais aussi sujets d'un choix personnel beaucoup plus libre. En simplifiant, parmi ces adhérents conscients et engagés, il en est au moins de deux types. D'une part, il y a des hommes et des femmes membres ou proches de nouveaux mouvements d'Église d'inspiration plus ou moins charismatique, adeptes d'une religion assez affective, dans des structures souvent autoritaires et très réticents par rapport à tout type de réflexion personnelle et critique ; il y a aussi ceux qui sont engagés dans des mouvements très structurés et très conservateurs, alignés sur les autorités romaines et assez clairement situés dans le champ politique de droite, voire d'extrême droite (Opus Dei, Légionnaires du Christ, etc.). D'autre part, il y a les pratiquants plus ou moins réguliers et ceux qui ont

pris distance par rapport à la pratique régulière, insérés ou non dans des associations, groupes ou réseaux divers. Majoritairement, par rapport à l'enseignement et aux normes officiels de l'Église, ils affirment leur autonomie adulte dans la foi en ayant pris leur liberté de penser et d'agir, tant dans le domaine de la doctrine que dans celui de la morale.

Du point de vue proprement institutionnel, un phénomène s'impose à l'évidence. Il s'agit d'une posture de plus en plus affirmée du centre romain (le pape et les secteurs dominants de la curie romaine), avec l'appui majoritaire de certains évêchés (typiquement en Italie et en Espagne) ou de certains évêques au sein d'évêchés modérés, mais aussi avec l'appui de ces mouvements laïcs actifs cités ci-dessus. Comment définir cette posture ? Elle est marquée par deux traits : une relecture systématique de Vatican II et une position de confrontation à l'État européen et à la culture.

Vatican II a été vécu par beaucoup comme un moment de grand souffle, d'ouverture, d'invitation à un regard positif sur le monde et d'engagement de l'Église dans la société, sans renoncer, bien sûr à l'esprit critique vis-à-vis de la société. Dans les années qui ont suivi, il y avait une évidence partagée : le Concile a marqué un moment de rupture par rapport à une certaine conception de l'Église dans son rapport au monde, par la réconciliation avec la science, la modernité, l'œcuménisme, le dialogue des religions, la liberté de conscience, domaines où il y avait eu au cours du siècle précédent de nombreuses condamnations. Certains, cependant, ont plutôt subi les changements signifiés par le concile, d'autres, très minoritaires, les ont carrément refusés et se sont séparés (Mgr Lefebvre). Un autre groupe, très actif pendant le concile, mais mis clairement en minorité, les a aussi refusés tout en restant dedans et en développant une stratégie de récupération, stratégie qui aboutit aujourd'hui et qui a pris le pouvoir. Pour Benoît XVI, il faut être fidèle au concile (il ne peut quand même pas se permettre de dire que le concile s'est trompé !), mais on l'a mal interprété : on l'a compris comme rupture, et les idéologues – comme les historiens de Bologne ou de Louvain – ont réussi à largement imposer cette vision, alors qu'il était en parfaite continuité avec les conciles de Trente et de Vatican I : Vatican II a simplement actualisé les conciles précédents. De ce point de vue, la revalorisation de la liturgie romaine de Trente n'est absolument pas innocente, et Benoît XVI ne cache pas sa préférence pour cette liturgie, qu'il ne peut cependant pas imposer actuellement à toute l'Église. Ce n'est pas une question de latin, mais de théologie fondamentale, de vision de l'Église et du monde.

En lien avec cette relecture de Vatican II, il y a une option spécifique de présence dans la société, une position qui paraît très analogue à celle adoptée par Pie IX (sa béatification n'est pas un hasard non plus) au XIX^e s. et Pie X au début du XX^e. D'une part, à cette époque, c'était la confrontation à l'État par la mise en cause de la démocratie et des Droits de l'Homme ; aujourd'hui, c'est la confrontation à l'État au sujet de l'ensemble des questions éthiques (avortement, euthanasie, homosexualité, etc.) : on voit ainsi des évêques, avec le soutien de Rome, déclarer publiquement lors d'élections politiques que le critère unique de choix des catholiques est la position concernant l'avortement ou l'homosexualité. D'autre part, c'est la confrontation à la culture : autrefois, il s'agissait de la rencontre des sciences de la nature (Darwin et l'évolution) et des sciences historiques (modernisme) avec le récit biblique ; aujourd'hui, c'est la question de la rencontre de la foi avec les autres religions convictions (prétention de l'Église catholique romaine à posséder seule toute la vérité sur Dieu et sur l'être humain). De part et d'autre, c'est une option intransigeante et intégraliste de conflit par rapport à la société et à la culture. Et dans ce contexte, en interne, la condamnation du débat sur toutes les questions sensibles : relectures du dogme, ouverture plus nuancée dans les questions éthiques, problématique des ministères et de la position de la femme dans l'Église, etc. Une Église de plus en plus crispée et sur la défensive, qui contredit ses discours d'ouverture au dialogue et à l'exigence de la raison.

On sait les dégâts causés par cette attitude il y a un siècle : l'abandon et la rupture dans les milieux intellectuels et culturels. Les risques sont du même ordre aujourd'hui, sans doute plus graves.

Faut-il alors désespérer de cette Église ? Lors de la crise précédente, il y a tous ceux qui ont quitté le bateau (qui leur en fera le reproche ? au prix de quelles souffrances ?). Il en va de même aujourd'hui. Mais il y a aussi ceux qui sont restés dedans, qui ont continué à réfléchir, à étudier et à travailler sérieusement, à agir plus ou moins discrètement à la base, dans le domaine de la liturgie, des rencontres œcuméniques, de la lecture de la Bible, etc. Ils ont continué à publier, malgré les difficultés et parfois les silences imposés. Tous ceux-là auxquels Vatican II a donné raison. N'en va-t-il pas de même aujourd'hui ? Dans ce contexte menaçant d'intransigeance, à partir de l'intérieur, il s'agit de jouer l'ouverture, d'occuper les espaces libres, de continuer à penser et à parler, d'agir librement sans provocations inutiles, de résister dans la solidarité. En faisant confiance à la vitalité de l'Évangile.

Voix de femmes aujourd'hui

Nous pouvons être tentés par l'abattement au vu du renforcement de l'aile droite de notre Église, depuis l'élection de Benoît XVI, succédant au charismatique Jean-Paul II, tous deux très peu favorables aux ouvertures inaugurées par le Concile Vatican II (1962-65).

Pour ne pas sombrer dans le défaitisme, je me propose de souligner ici quelques faits lumineux et récents : ils devraient nous aider à garder la tête hors de l'eau !

Vous aurez tous lu dans la presse que les électeurs américains et catholiques ont voté majoritairement pour M. Obama, à l'encontre des consignes données par quelques évêques ultra-conservateurs : ces électeurs ont jugé que le problème de l'avortement n'était pas le critère principal à prendre en compte dans le choix d'un bon Président et qu'ils pouvaient voter en adultes responsables du bien commun du pays et du monde. Quel chemin parcouru depuis le 19^e siècle, où les évêques et les curés influençaient massivement le vote de leurs ouailles !

Nous pouvons aussi nous réjouir de la parution récente du livre du cardinal jésuite Martini, écrit dans le style interview avec le P. Georg Sporschill, s.j., *Conversations nocturnes à Jérusalem. Sur les risques de la foi*. Ce livre a attiré l'attention à cause des critiques concernant les trois Papes post-conciliaires (Paul VI, Jean-Paul II, Benoît XVI), les accusant d'avoir contribué à la régression dans l'Église.

Très étonnant, le fait que Sœur Joan Chittister O.S.B., une moniale irlandaise, n'ait pas été excommuniée malgré les menaces qui lui en avaient été faites suite à sa participation au congrès de Dublin, à l'été 2001, pour promouvoir l'ordination des femmes et suite à ses nombreux écrits et conférences, toujours d'actualité.

Récemment, du 8 au 26 octobre, s'est tenu à Rome un synode des évêques ; ces messieurs, pour s'informer mieux de ce qui se passe dans l'Église de ce vaste monde, avaient invité 11 femmes à prendre la parole – mais sans droit de vote, bien sûr, qu'est-ce que vous imaginez ?!

Le journaliste John Allen, spécialiste du Vatican et de l'Église catholique, nous ouvre quelques aperçus sur ce qui s'est dit à cette occasion : Sœur Marie Viviana Ballarin, Supérieure générale des Sœurs dominicaines de

Ste-Catherine de Sienne, et présidente de l'Union des Supérieures majeures d'Italie, a dévoilé aux évêques un lien mystérieux et très proche entre la Parole et la Femme :

« Dans une société orpheline, repliée sur elle-même, les femmes consacrées deviennent une exégèse vivante de la parole de Dieu. Dans le concret de leurs vies, remplies de bonnes œuvres et entièrement vouées à Dieu et aux autres, parfois jusqu'au martyre, elles sont présentes pour tous, même pour ceux qui ne les reconnaissent pas, ceux qui les évitent, car ce serait dangereux de les fréquenter!... La multitude de ces femmes infatigables, dispensant la parole, représentent le visage de notre Mère l'Église. Avec leurs mains et leur cœur de femme, elles sont la matrice féconde où Dieu peut rencontrer l'homme et l'homme rencontrer Dieu. »

Ewa Kusz, Présidente de la Confédération mondiale des Instituts séculiers, lança un appel à plus de confiance dans les laïcs... *« parce que nous pratiquons en vérité dans nos vies quotidiennes le service caché de la Parole... C'est important de prendre au sérieux l'expérience des laïcs dévoués à l'Église et de chercher ensemble les moyens appropriés d'annoncer la parole puisque, dans la vie quotidienne, nous sommes plus proches de ceux à qui on la proclame. »*

Sœur Evelyne Franc, Supérieure générale des Filles de la Charité de St-Vincent de Paul, mit l'accent sur le lien entre la parole de Dieu et les pauvres :

« La Parole nous pousse à travailler pour un monde où tous sont respectés, nous pousse à dénoncer l'injustice... Ils sont le sacrement du Christ parmi nous, ces pauvres qui nous évangélisent », dit-elle.

Nonobstant ces belles paroles, Aïsha Taylor, une catholique américaine de 27 ans, représentant la Conférence pour l'ordination des femmes, fit remarquer à la conférence de presse tenue à Rome, que les femmes ne représentaient guère que 10 % des participants au synode, qu'aucune d'entre elles n'avait le droit de vote et que peu ont eu droit à la parole pendant le Synode.

D'après un article du journaliste John L. Allen junior.

Commentaire et traduction de l'anglais par Édith Kuropatwa.

Rêve

Un jeune homme avait un rêve.
 Il entra dans une boutique.
 Derrière le comptoir, il vit un ange.
 Vite, il lui demanda :

« Que vendez-vous, Monsieur ? »

« Tout ce que vous désirez »,
 lui répondit aimablement l'ange.

Le jeune homme dit :

« Alors, je voudrais avoir :

la fin de la guerre dans le monde entier,
 plus d'empressement à dialoguer les uns avec les autres,
 plus d'attention aux petits et aux faibles ... ».

L'ange l'interrompit et lui dit :

« Excusez-moi, jeune homme, vous m'avez mal compris.

Nous ne vendons pas les fruits ici.

Nous ne vendons que des semences ».



Matisse. Intérieur au vase étrusque. 1940

Nos actions Dexia

La filiale de Dexia en Israël finance la colonisation

Comme vous l'aurez deviné, il ne s'agit pas d'actions financières mais militantes. Expliquons-nous. Le 12 novembre dernier, dès 7h30 du matin, quelques militants bravaient le froid pour distribuer des tracts aux employés et aux clients du building Dexia, place Rogier à Bruxelles. La plupart de *Intal* et quelques-uns du MCP. Ils visaient l'implication de la banque dans le financement des colonies israéliennes en Cisjordanie et Gaza. *Le Soir* en avait rapporté l'information quelques jours plus tôt, le 8 novembre, le seul journal belge a en avoir parlé d'ailleurs.

Les tracts distribués, sans se contredire et bilingues, abordaient la question différemment. Le tract de *Intal* demandait : “*Dexia out of Israel – Divestment now !*” (voir <http://www.intal.be/>) Le tract du MCP s'adressait aux employés et clients de la banque, reconnaissant leur inquiétude pour leur emploi ou leurs revenus, mais soulignant leurs droits et faisant appel à leur participation. Le voici :

La crise financière qui touche les banques vous affecte,

Vous qui placez votre argent chez Dexia,

Vous qui y travaillez.

Loin d'ici, en Cisjordanie, dans les territoires occupés par l'armée israélienne, des gens souffrent : leurs champs et leurs vergers d'oliviers sont dévastés, les barrages militaires les empêchent de rejoindre les hôpitaux et les maternités, ce qui provoque des morts ; ils sont en butte à l'hostilité des colons qui occupent leurs terres et attendent à leur vie...

Vous qui placez votre argent chez Dexia,

Vous qui y travaillez,

Dexia vous a-t-elle informé qu'elle collabore à cette occupation : violences, atteintes à la liberté et à la vie ?

Dexia vous a-t-elle dit qu'elle finançait les colonies israéliennes, illégales pour le droit international et outils d'oppression pour une population sans défense ?

Comme client, comme employé, vous avez droit à savoir.

Qu'attendez-vous pour interpeller la direction de Dexia ?

Pourquoi pas l'utiliser sans plus pour l'agence proche de votre domicile ?

(Édouard Brion)

Autriche. L'initiative des "curés de paroisses"

"Pfarrer-Initiative" est un groupe de quelque 300 prêtres de paroisse né il y a deux ans en Autriche. Ses préoccupations et objectifs sont clairement exprimés dans l'appel 'Mit drängender Sorge' qui se trouve sur le site www.pfarrer-initiative.at (en français voir p.ex. www.culture-et-foi.com/). Voici un extrait du communiqué lors de sa fondation :

« Nous, curés de paroisses catholiques, tous issus de différents diocèses, voulons nous engager en faveur d'une discussion ouverte dans l'Église sur les questions qui se posent d'une manière urgente pour l'avenir de celle-ci, en y intégrant notre expérience spécifique dans le domaine de la pastorale en paroisse. Nous ne sommes pas satisfaits du comportement des responsables à la direction des diocèses et au niveau de l'Église universelle. »

Et de citer prioritairement la politique de suppression et de regroupement des paroisses à cause de la pénurie de prêtres, le droit des baptisés à célébrer l'Eucharistie, le partage des responsabilités et des décisions avec les laïcs, la crise du sacrement de pénitence, les problèmes humains et pastoraux liés à la sanction des divorcés remariés, la stagnation du dialogue œcuménique et particulièrement de l'intercommunion...

Cinq des neuf évêques diocésains d'Autriche ont accepté le dialogue avec les prêtres et les laïcs de leurs diocèses sur ces questions.

Encouragés par le cardinal Schönborn, les responsables du mouvement ont envoyé une lettre au pape en septembre 2007, ont obtenu une réponse du cardinal Bertone, secrétaire d'état, et ont ensuite tenté une démarche directe à Rome. Après avoir essuyé les refus de pouvoir rencontrer la Secrétairerie d'État, la Congrégation pour le Culte et les sacrements, et le Conseil Pontifical pour les Laïcs, il apparaissait clairement que, sur ordre du pape, seule la Congrégation de la Foi avait le droit de les recevoir. L'entretien avec les P. Geissler et Ladaria (secrétaire de la Commission théologique internationale) dura une heure et demie et semble avoir été franc et cordial. Pour reconnaître que les questions posées étaient évidemment très importantes, mais s'entendre rappeler que les positions de l'Église étaient claires à ces sujets, et que 'les possibilités des églises locales n'étaient pas encore épuisées'... Le groupe a rendu compte de son voyage dans une Newsletter n° 4 publiée le 19 novembre et accessible sur le site.

Notons enfin que ce mouvement semble tout à fait se situer non pas en concurrence mais en parfaite harmonie avec d'autres associations existant

depuis longtemps en Autriche, telles que la Plate-forme *'Nous sommes Eglise'* ou le *'Cercle de Lainz'* ou encore la *'Laieninitiative'* (les laïcs) tout récemment créée. Un petit frère du même nom vient aussi de naître en Allemagne. Et le groupe projette une mise en réseau avec des initiatives semblables dans d'autres pays.

(Pierre Collet)

Italie. Bon anniversaire à Giovanni Franzoni

Communauté de base de San Paolo à Rome, ce 8 novembre. Ils sont plus de 200 à fêter Giovanni Franzoni à l'occasion de ses 80 ans : plein d'émotion, d'amitié, de gratitude. Mais surtout, sur les visages bien plus encore que dans les paroles, l'évidence de la maturité de toute une communauté à la foi adulte, critique, anti-dogmatique. Un engagement que Franzoni poursuit encore aujourd'hui à travers des expériences comme le laboratoire des religions, fréquenté par les enfants le dimanche avant la messe. Marco Simoni raconte dans L'Unità du 8/11 qu'il participait au laboratoire quand il était petit, il y a 20 ans : « Giovanni nous expliquait la distinction entre les prophètes authentiques, proches des gens simples, et les prophètes payés par le prince, par le pouvoir. Même enfant j'étais intéressé, et je ne comprenais pas pourquoi Dieu n'avait envoyé ses prophètes qu'au seul ancien Israël. Giovanni accueillit l'objection et nous avons passé quelques semaines à trouver des prophètes contemporains et à en parler : Don Milani, Monseigneur Romero, Martin Luther King... Franzoni est certainement l'un d'eux : ceux qui le connaissent ne doutent pas un seul instant de la valeur prophétique de sa vie, de sa foi, de sa pensée. »



Petit rappel pour les anciens et leçon d'histoire pour les autres... Entré chez les bénédictins en 1950, ordonné prêtre en '55, il enseigne d'abord l'histoire de la philosophie au collège de l'abbaye de Farfa. Dès mars 1964, il est élu abbé de l'abbaye de Saint-Paul-hors-les-murs et, à ce titre, il sera le plus jeune père conciliaire des deux dernières sessions de Vatican II. Les séances du concile marquent profondément son expérience spirituelle et pastorale. Paul VI lui recommande explicitement de soutenir la réforme liturgique et il y adhère avec enthousiasme, en organisant les

Semaines de San Paolo, journées d'études où des exégètes catholiques, orthodoxes et protestants approfondissent saint Paul dans l'optique d'un chemin œcuménique alors à ses débuts. Mais en même temps, avec ses confrères et avec la communauté, l'abbé commence à se questionner sur le rôle d'un monastère qui bien que 'hors' les murs devait se situer 'dans' la ville et ses contradictions. Franzoni commence alors une expérience de communauté chrétienne de base, où la lecture de l'Évangile est plongée dans la réalité sociale et politique. La forte connotation progressiste de la communauté provoque vite l'affrontement avec la hiérarchie ecclésiastique. Ce fut d'abord l'opposition au Concordat et à la guerre du Vietnam ; puis la solidarité avec les luttes ouvrières de 1969-70 et le lien avec les communautés de base qui naissaient dans toute Italie ; enfin, la lettre pastorale *La Terre appartient à Dieu*, dans laquelle il invitait l'Église à préparer le jubilé (de 1975) en redécouvrant les racines bibliques : la restitution de la terre aux pauvres, la rémission des dettes, la libération des esclaves. Le fascicule fut lu aussi à la Curie... : on n'y appréciait pas qu'il dénonce les compromissions de l'establishment ecclésiastique avec la spéculation immobilière à Rome. Pour des raisons non théologiques, mais clairement politiques, Franzoni fut ainsi forcé à démissionner de sa charge d'abbé en août '73. Puis suspens a divinis en '74 pour s'être publiquement exprimé pour la liberté de conscience à l'occasion du référendum sur le divorce. Enfin en '76, réduit à l'état laïc pour avoir déclaré son intention de vote en faveur du PC.

Mais même après ces dures mesures prises à son égard, Franzoni a continué à être un témoin de son temps et un signe de contradiction pour une Église qui – après les timides signes de renouvellement de l'après-concile – s'est progressivement refermée sur elle-même dans une attitude toujours plus intransigeante. Il continue à animer des communautés de base en s'engageant sur de nombreux fronts, ecclésiastiques et politiques, et en particulier l'œcuménisme et le dialogue interreligieux. Franzoni a toujours conjugué l'engagement intellectuel avec l'action politique directe : en faveur du peuple palestinien (pendant la fête on ramasse des fonds pour la construction d'une centrale photovoltaïque et éolienne pour un hôpital de Gaza), ou du peuple iraquien, à travers l'Association amitié Italie-Iraq. L'Iraq aux iraquiens. En tout cas, obstinément du côté de ce que Marx appelait le 'mauvais côté' de l'histoire, et contre toute 'pensée unique', qu'elle soit théologique, économique ou politique.

(Pierre Collet d'après Valerio Gigante, *Adista n.81/2008*)

L'Appel

Difficile de faire un choix parmi les nombreux articles très interpellants de *L'Appel*. Épinglons en novembre quatre articles autour de la crise financière et un autre sur la crise d'identité des jeunes prêtres en col romain, par exemple. En décembre, un éclairage sur Taizé et sur la rencontre des jeunes prévue à Bruxelles à la fin du mois. Et toujours les chroniques d'Armand Veilleux et de Gabriel Ringlet, entre autres...

CETRI

Le 3^e numéro de 2008 d'*Alternatives Sud* est consacré à la *Déforestation : causes, acteurs et enjeux*. L'éditorial de Bernard Duterme est téléchargeable sur le site ainsi que les introductions des différents articles. www.cetri.be ou tél : 010 48 95 60 ; fax : 010 48 95 69

C.I.L.

Le bulletin *Sillages* n° 47 (octobre 08) du Centre Interdiocésain des Laïcs, présente le groupe Église-Wallonie qui fête ses 25 ans. Il rend compte aussi du 'forum européen des laïcs' qui a réuni en juillet des délégués de 16 pays à Bratislava sur 'religion et diversité'. <http://www.cil.be/files/S47.pdf>
On trouve aussi en ligne les 'Pièces à conviction' qui sont la production essentielle du C.I.L. Les dernières accessibles (n° 15/ 2008) portent sur *Engagement d'Église et compromis de société*.

En question (n° 86, septembre 2008)

La dernière livraison du Centre AVEC propose un dossier sur une question délicate : '*Laïcité, laïcités*'. Voir aussi sur le site www.centreavec.be les dernières analyses et réflexions autour du thème du 'pluralisme'.

Golias <http://www.golias.fr/>

a sorti en septembre un dossier spécial n° 121bis sur '*Benoît XVI en 12 leçons*'... Le n° 122 de novembre contient un dossier sur la querelle bien française autour de l'école.

Et puis beaucoup de bonnes pages dans le *Golias-Hebdo* (sur internet), comme à propos de Sœur Emmanuelle : *L'hommage tue le message* (n°52) et sur *L'Europe et la crise. Éclatement ou renforcement ?* (n°54).

Kenteringen-digit

La revue flamande bimestrielle des groupes de base peut être téléchargée sur internet à partir du nouveau portail du *Basisbeweging* www.abelweb.be.

Le n° 5 (octobre 2008) offre un très gros dossier d'analyse de la crise financière, une analyse biblique de 'l'aumône de la veuve' et fait le point sur la question des sans-papiers.

La Lettre de la Communauté du Christ Libérateur

À l'occasion de son 100^e numéro, la lettre de la Communauté a voulu permettre à ses membres, plus que jamais, de s'exprimer en 'JE' : une petite dizaine de témoignages aussi vrais et forts qu'on peut l'espérer. On peut aussi télécharger le bulletin sur le site web : www.ccl-be.net

Mosaïque

Le mensuel protestant belge de l'EPUB offre chaque mois de petits articles intéressants autour d'un thème : en septembre dernier *le symbole*, en octobre *le silence*, en novembre *la création*... On peut les télécharger dès le mois suivant sur <http://www.epub.be/mosaïque/archives.html>

Nouvelles Feuilles Familiales

Approcher le divorce conflictuel. C'est le thème du dernier dossier des NFF n° 85 coordonné par le Dr J.-E. Vanderheyden et qui propose des approches pluridisciplinaires de cette douloureuse réalité. (240 pages, 18 €).

Infos et commande sur www.couplesfamilles.be et 081 45 02 99.

PAVÉS sur le web : www.paves-reseau.be

Envoi mensuel d'une Newsletter et proposition d'un 'texte du mois' :

Septembre 2008 : *'Jésus, l'Église, l'humanisme'*, de F. Lenoir et R. Debray

Octobre 2008 : *Solidarité avec les immigrés*, de Eugène Rixen

Décembre 2008 : *Petite histoire de ce qui advient à la communauté CEMO de Jumet Heigne*, par Huguette van de Cauter

Politique

La 'revue de débats' consacre son n° 56 d'octobre 2008 à *Une idée à la mode, la diversité*. Sur la dizaine d'articles proposés, deux sont téléchargeables sur le site <http://politique.eu.org/> Dans les archives, voir le numéro 52 de déc. 2007 : *La Belgique et ses cultes, un modèle inadapté*...

Les réseaux des Parvis

Le dossier du n°39 (septembre 2008) porte sur *la peinture comme parole*. A remarquer aussi une large place faite au thème de l'immigration et à la trop fameuse 'directive de la honte'. Le réseau vient aussi de publier un Hors-Série n° 20 intitulé *Foi d'aujourd'hui... Valeurs de demain ?* Conscients de

la difficulté et des risques de la ‘transmission’, les auteurs – le groupe *Chrétiens et Libres en Morbihan* – ont réalisé un ‘bouquet’ où ils se retrouvent sur l’essentiel en 3 pôles : leur conception de l’homme, la recherche de la vérité, la fidélité à la Parole. <http://reseaux.parvis.free.fr/>

La Revue Nouvelle

Lisez donc - et téléchargez - l’analyse par Paul Gérardin du *Dieu sauvage. Pour une foi critique*, de Maurice Bellet, dans le numéro d’octobre dernier : <http://www.revenouvelle.be> Dans chaque numéro aussi, de fines analyses et des prises positions pour mieux comprendre ce qui se passe chez nous !

Signes des temps (*Pax Christi*)

Le dernier numéro, celui de septembre, s’intéresse à la multiculturalité (‘Gérer la diversité culturelle pour fonder un projet de société commun’), passe par ‘l’interculturalité’, pour donner enfin la parole à Bernard Van Meenen sur ‘l’altérité’. De quoi aider à réfléchir ... On peut aussi télécharger ces articles sur <http://www.paxchristiwb.be/pages/publications.htm>

SONALUX n° 66 (juillet-septembre 2008)

Début d’année académique et donc formation continuée. On trouvera par exemple dans ce numéro des échos des sessions passées et la présentation du Cefoc. Mais aussi du courrier et des débats sur les thèmes en cours.

AGENDA

Dimanche 21 décembre : Rassemblement de Noël

Marche de Nosseghem au Centre fermé 127bis

Lieu : Gare de Nosseghem

Info : 0474 08 85 35 <http://campagneetmanif.canalblog.com/>

Du samedi 29 décembre au 2 janvier 2009 : Taizé à Bruxelles

Rencontre européenne des jeunes

Lieu : Brussels Expo

Info : http://www.taize.fr/fr_rubrique387.html

Chaque 2e mardi du mois à 20h : Café théologique

Lieu : Centre culturel protestant, rue Haute 26A, Rixensart

13/01 *La procréation assistée* ; 10/02 *Calvin* ; 10/03 *La franc-maçonnerie*

Samedi 7 mars 2009 : (date à confirmer)

***Rencontre annuelle de PAVÉS à l'occasion de « Corridor »,
Journée de rencontre entre flamands et francophones pour la solidarité***

Lieu : CSC, rue Pletinckx, Bruxelles

Info : prochainement sur le site de <http://www.paves-reseau.be/agenda>

Du vendredi 13 au dimanche 15 mars 2009 : Session de La Marge

Croisée... Croissance... Croix-sens ! avec Yves Louyot

Lieu : Mont de la Salle à Ciney

Info : M. Claire Levie 02 771 53 39 A.M. Peiffer 063 37 12 94

Du vendredi 17 au dimanche 19 avril 2009 :

Week-end de ressourcement des Communautés de base

Lieu : Maison du Chant d'Oiseau, Bruxelles

Info : prochainement sur le site de <http://www.paves-reseau.be/agenda>

Du samedi 25 au dimanche 26 avril 2009 : Week-end CEFOC

La sexualité dans la vie humaine et sociale

Lieu : Domaine de La Louve à Saint-Vaast (La Louvière)

Info : CEFOC 081 23 15 22 <http://www.cefoc.be/spip.php?rubrique23>

Du vendredi 1^{er} au dimanche 3 mai 2009 :

Rencontre Européenne des Communautés de base

Lieu : Akkonplatz à Vienne, Autriche

Info : www.akkonplatz.at

Du jeudi 7 au dimanche 10 mai 2009 :

Rencontre annuelle du Réseau Européen Églises et Libertés

Lieu : Royal Foudation of St Katherine à Londres, UK

Info : <http://www.european-catholic-people.eu>

Du samedi 13 au dimanche 14 juin 2009 : Week-end CEFOC

Développement durable : liberté et contrainte

Lieu : La Marlagne à Wépion (Namur)

Info : CEFOC 081 23 15 22 <http://www.cefoc.be/spip.php?rubrique23>

D'autres informations de trouvent sur le site www.paves-reseau.be
Pour recevoir notre Newsletter mensuelle et être informé d'éventuelles
activités du réseau, communiquez votre adresse électronique
à info@paves-reseau.be

COMMUNAUTÉS de BASE



WALLONIE BRUXELLES

Parce que nous espérons et parce que le souffle de Dieu est vivant dans notre histoire, face à tant de choses qui nous écrasent et dans lesquelles nous sentons notre impuissance, nous nous rassemblons pour signifier que des solidarités sont possibles dans et par notre foi en Jésus-Christ.

Nos communautés sont des lieux d'Église qui explorent des parcours nouveaux.

Elles tissent des liens entre elles.

Elles sont ouvertes à toutes personnes en recherche.

Équipe de rédaction :

CARTUYVELS Marie-Paule, rue des Prés 49, 4420 St NICOLAS

☎ 04/253.33.72 mpcartu@swing.be

COLLET Pierre, chemin Barbette 3, 1404 BORNIVAL

☎ 067/21 02 85 pierrecollet@hotmail.com

MICHOT Marie Françoise, rue Lejong 44, 6032 MONT-s/MARCHIENNE

☎ 071/43 16 72 mfmichot@gmail.com

VANDERCAMMEN Gisèle, rue Général Henry 23, 1040 BRUXELLES

☎ 02/733 13 54 gisele.vandercammen@telenet.be

Abonnement annuel : 10 €

Abonnement de soutien proposé à partir de 12 €

Compte : 000-1804884-05 - Communautés en marche - 1040 Bruxelles

Les articles n'engagent que leurs auteurs.
Ils doivent parvenir à la rédaction avant le 15 février 2009.

Merci de les signer !



Dessin la Poudrière,
Objectif Justice,
2008

SOMMAIRE DE LA REVUE COMMUNE DU RÉSEAU PAVÉS N° 6

PAVÉS

- ♦ Liminaire (Ph. Liesse) 1
- ♦ La vie des groupes, du réseau, des amis... 3
- ♦ La crise (Y. de Wasseiges) 6
- ♦ La bible, l'argent et le crédit (E. Mayence) 13
- ♦ 60 ans du COE (D. Bouillon) 19
- ♦ Les relations islamo-chrétiennes : actualités (Ph. De Briey) 21
- ♦ La paix et les droits de l'homme (E. Brion) 24

COMMUNAUTÉS EN MARCHÉ

- ♦ Editorial 2 de couverture
- ♦ Le prochain week-end des CCB : lire la bible en communauté 26
- ♦ Jumet Heigne en exil (M. Desmedt) 27
- ♦ Chère Émilie (R. Harchies) 30
- ♦ Rendez-vous à Vienne (P. Collet) 33
- ♦ Au Rwanda, 30 ans plus tard (R. Doods) 34

HORS-LES-MURS

- ♦ La chasse est ouverte ! (P. Collet) 37
- ♦ Les prêtres de 70 et quelques ans... (J. Meurice) 39
- ♦ Urticaire et gastronomie, chez Chr. Vock (J.M. Culot) 42

RÉSEAU RÉSISTANCES

- ♦ Où est donc passée l'inquisition ? (L. Fèvre) 44
- ♦ Où en est notre Église ? Où va-t-elle ? (I. Berten) 47
- ♦ Voix de femmes aujourd'hui (E. Kuropatwa) 50
- ♦ Un rêve... 52

NOUVELLES INTERNATIONALES (Dexia et Israël, les 'Pfarrer' d'Autriche, et les 80 ans de Giovanni Franzoni à Rome) 53

REVUE DES REVUES 57

AGENDA 59

Tous les articles sont publiés sous la responsabilité de leur auteur